

ÉCOLES À MARSEILLE

Libération

LA HONTE DE LA RÉPUBLIQUE

Locaux insalubres, papier toilette réclamé aux parents, cantines sous-dimensionnées, chauffage défectueux... Les établissements maternels et primaires de la cité phocéenne atteignent un état de délabrement ahurissant. Sans que la mairie ne se mobilise.

ENQUÊTE, PAGES 2-6



PATRICK GHERDOUSSI



Benoit Violier, les derniers mots d'un chef

Trois jours avant sa mort, «Libération» avait rencontré le cuisinier suisse triplement étoilé, au sommet de son art. PAGES 18-19

La triche, moteur du cyclo-cross?

Un vélo trafiqué a été trouvé lors des Mondiaux espoirs, relançant les doutes sur la fraude dans le cyclisme. Une découverte rocambolesque qui en rappelle d'autres. PAGES 20-21

Solère, monsieur primaire à droite

Le député des Hauts-de-Seine, proche de Bruno Le Maire, est le grand ordonnateur de la compétition qui doit départager Juppé, Sarkozy ou Fillon et les autres en vue de la présidentielle de 2017. PROFIL, PAGES 16-17

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA
SCHWARTZBROD

Electrochoc

Il y a dix jours, *Libération* publiait le témoignage édifiant d'une enseignante des quartiers Nord de Marseille sur l'état de délabrement de son école primaire. Une école où, l'hiver, les élèves ont les lèvres bleues tant ils ont froid. Ce cri d'alarme a eu l'effet d'un électrochoc... non pas sur la mairie de Marseille, responsable de l'entretien des écoles de la ville et qui continue à s'en laver les mains, mais sur les enseignants de la cité phocéenne qui, d'un coup, se sont sentis autorisés à faire état de leur détresse et de leur impuissance. Depuis le 21 janvier, les témoignages affluent, ils dénoncent tous l'insalubrité des établissements de la ville, faute de moyens, et la honte ressentie face à des enfants traités comme quantité négligeable. Nos envoyées spéciales ont pu visiter cinq écoles de la ville. Et ce qu'elles racontent fait froid dans le dos: salle de sport dans la cave, tuiles qui tombent dans la cour, bâtiment en préfabriqué qui se voulait provisoire il y a quarante ans et aujourd'hui rongé par les moisissures, papier toilette inexistant... Le pire, c'est la résignation. Beaucoup baissent les bras après avoir essayé en vain d'alerter la municipalité et bidouillent dans leur coin, troquant crayons et gommes contre boulons et clés à molette. Mais la colère est là, rentrée, et elle risque de sortir un jour avec violence si aucun espoir n'est apporté... A l'heure où l'on répète l'urgence d'investir dans les générations futures et de redonner tout leur sens aux valeurs de la République, il y a là un chantier prioritaire à lancer si l'on ne veut pas achever de discréditer l'école publique et installer sans le dire un système à deux vitesses qui ne profitera qu'aux plus aisés. La responsabilité en incombe d'abord à la mairie de Marseille, mais aussi à un ministère de l'Éducation qui, après tout, se veut aussi «nationale». ◆



Une salle de classe marseillaise, vendredi, dont les murs délabrés sont cachés derrière des nappes en papier.

Marseille

Ecole primaire, gestion secondaire

Par
STÉPHANIE HAROUNYAN
Correspondante à Marseille
et **MARIE PIQUEMAL**
Envoyée spéciale à Marseille
Photos **PATRICK**
GHERDOUSSI

Des murs décrépis, des préfabriqués du siècle dernier, des soupçons d'amiante, des salles de classe qui débordent, du mobilier de récup, une gestion des travaux, ubuesque et même une pénurie organisée de papier toilette... Bienvenue dans les écoles publiques de Marseille, la deuxième ville de France. Si la situation n'est pas nouvelle, la municipalité fait face, depuis quelques semaines, à une nouvelle fronde. Professeurs et parents en appellent cette fois à l'Etat, considérant que la municipalité, seule compétente légalement dans la construction et l'entretien des écoles, est défaillante.

POURQUOI CETTE MOBILISATION MAINTENANT ?

Charlotte Magri, une enseignante affectée jusqu'à la semaine dernière dans une école des quartiers Nord de Marseille, a écrit une lettre ouverte fin novembre, relayée par plusieurs médias dont *Libération*, pour dénoncer les conditions de travail et d'accueil de ses élèves dans l'école. Sans réponse de la ministre, elle lance une pétition mi-janvier. Au compteur lundi soir, 15000 signataires. «*Tant que ces injustices ne seront pas médiatisées, il n'y aura aucune réaction des pouvoirs politiques,*

Depuis le coup de sang d'une enseignante, la grogne prend corps contre la municipalité, accusée de laisser ses établissements à l'abandon.

écrit-elle. *Madame la ministre, par votre non-réponse, vous reconnaissez que malgré vos discours, notre éducation n'est plus nationale et que vous n'y pouvez plus rien.*» L'enseignante dénonce le manque d'entretien de son école, les chauffages qui tombent régulièrement en panne, la présence d'amiante notamment dans les dalles du sol dégradées, établie par un rapport datant

de 2007. Sur ce dernier point au moins, Danièle Casanova, l'adjointe à la mairie de Marseille en charge des écoles, veut bien répondre : «*La commission de sécurité se tient à la disposition des directeurs d'école, chaque année, pour établir un diagnostic. Dans ce cas précis, l'amiante, en dose infinitésimale dans les dalles,*

n'a aucun effet nocif sur la santé des enfants, sinon des mesures auraient été prises.»

Depuis le coup de sang de l'institutrice, la mobilisation a pris de l'ampleur dans la ville. Lundi, le collectif Castellane, réunissant plusieurs écoles des quartiers Nord, a lancé un appel demandant la mise en

place d'un «*état d'urgence dans les écoles marseillaises.*» «*Nous exigeons de la municipalité qu'elle donne les moyens qui sont dus à tous les enfants de la République française. Nous exigeons de l'Etat, et plus particulièrement des services de l'Education Nationale, qu'ils prennent leurs responsabilités pour que le principe républicain d'égalité soit respecté,*» réclament ces ensei-

gnants. La contestation était la tente, épidermique tant les problèmes durent depuis longtemps. Les tensions s'étaient réveillées au moment de la mise en place des activités périscolaires, en 2014, notamment sur les réseaux sociaux où de nombreux parents ont créé des groupes de témoignage et de vigilance (lire page 6).

UN PROBLÈME LIMITÉ OU GÉNÉRALISÉ ?

Lise Massal, une parent d'élèves qui s'était énormément impliquée par le passé, résume la situation : «*A Marseille, l'état des écoles dépend de la capacité des parents d'élèves et ou des directeurs à se mobiliser. Dans les quartiers favorisés, les familles sont parfois plus armées pour faire pression sur les élus, et l'école de leur enfant a plus de chance d'être mieux entretenue. Mais malheureusement, les plafonds qui s'écroulent, les cafards, les locaux vétustes, cela n'a rien d'exotique à Marseille...*» Il y a deux ans, elle avait rédigé un Manifeste des écoles qui «*reste malheureusement de l'actualité.*» Mais depuis, Lise Massal a baissé les bras. «*La fatigue de lutter contre un système malade, bien trop ancré.*» Annie Lévy-Mozziconacci, conseillère municipale et communautaire PS, enrage. «*L'école est un parent oublié de la po-*

litique municipale quel que soit l'arrondissement. En matière éducative, la politique de la municipalité est atone. On a l'impression qu'il n'y a pas de stratégie et, surtout, aucune transparence.»

Face aux critiques, et après plusieurs relances de *Libération*, Danièle Casanova sort ses chiffres, lundi soir. «*En 2015, 31,6 millions ont été investis pour les travaux dans les écoles.*» Comment expliquer alors l'état de délabrement ? «*Nous avons beaucoup d'écoles à entretenir, 444, c'est énorme, contre 250 à Lyon. Et surtout, la mairie centrale gère tout, là où dans d'autres grandes villes, les mairies de secteur ont une partie de la gestion.*» Ensuite, se défend-elle, «*nous avons beaucoup d'actes de vandalisme, et à chaque fois, cela ajoute des frais.*»

QUE FONT L'ÉTAT ET LE GOUVERNEMENT ?

Le ministère de l'Education nationale reconnaît être informé depuis longtemps. «*Bien avant la lettre de Charlotte Magri, la ministre était préoccupée par la situation à Marseille*», indique l'entourage de Najat Vallaud-Belkacem. Elle a encore appelé cette semaine le sénateur-maire Jean-Claude Gaudin (LR) pour en discuter. «*L'Education nationale met des moyens très importants à Marseille : 330 nouveaux postes d'enseignants sont ouverts pour la rentrée prochaine, et 7 millions d'euros sont versés pour les activités périscolaires*», précise le cabinet. Par ailleurs, le ministère de la Ville rappelle que 2,5 millions d'euros ont été versés à la mairie de Marseille depuis 2014 pour la rénovation des écoles dans le cadre de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). Auxquels s'ajoute environ 1,4 million supplémentaire, toujours depuis 2014, pour les «*petits travaux urgents*» au nom de la dotation de la politique de la ville, surtout pour les quartiers prioritaires. Mais dans l'entourage du ministre Patrick Kanner, on reconnaît que la situation est tellement inquiétante qu'un rapport vient d'être commandé pour dresser un état des lieux précis des écoles marseillaises.

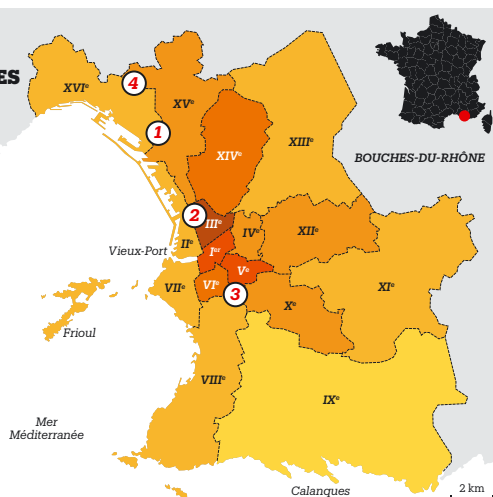
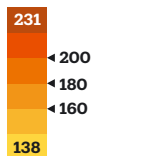
En attendant, le rectorat d'Aix-Marseille rappelle le droit. «*Le code de l'Education est clair. Les communes ont la charge des écoles maternelles et élémentaires : elles sont propriétaires des locaux, en charge de la construction [...], des réparations, de l'équipement, et des frais de fonctionnement.*» Le rectorat assure être en contact fréquent avec la ville, notamment au sujet d'une «*dizaine d'écoles dans un état pré-occupant.*» «*La municipalité nous a depuis assuré que les décisions de travaux avaient été prises. Notre compétence s'arrête là. Nous ne pouvons pas faire plus.*» Il reste pourtant une possibilité, prévu par le code de l'Education, dans son article L211-3 : le préfet peut faire exécuter les travaux «*dans le cas où la collectivité compétente refuse de pourvoir à une organisation convenable du service public.*» Cette procédure, lourde à mettre en place, n'a jamais été utilisée. ◀



Quatre cas d'école

444 ÉCOLES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES À MARSEILLE

Nombre moyen d'élèves par école



Source : ville de Marseille

LOCAUX INADAPTÉS

«LA STRUCTURE S'EST IMBIBÉE D'EAU, IL Y A DES MOISSISSURES PARTOUT»

1 Une route en épingle à cheveu, en contrebas du lycée Saint-Exupéry, dans le nord de la ville. Dans l'angle, au bord de la chaussée, derrière un grillage: un préfabriqué, comme il en existe beaucoup dans les écoles de Marseille. A l'origine provisoire, il est posé là depuis quarante ans «au moins», assurent les gens du quartier. A l'intérieur, deux salles de classes, et un petit sas avec quelques portemanteaux et des toilettes (taille adulte). Hassan Aïlsaid, parent d'élève délégué de l'école Saint-Louis-Consolat, mène par le bras. «Entrez, entrez, vous allez vite comprendre.» L'odeur d'humidité saisit sur le pas de la porte. Un petit chauffage électrique carburé à plein régime. Sur le mur en plastique, les petites étiquettes avec le prénom des enfants sont toutes gondolées. Quand il pleut fort, nous explique l'un des enseignants, l'eau entre. Il hausse les épaules. «Normal, cette structure n'était pas faite pour durer quarante ans! Avec le temps, elle s'est imbibée d'eau, il y a des moisissures partout», poursuit-il, debout sur une

chaise, en train de scotcher des dessins d'élèves. Chaque année, l'équipe procède à un tirage au sort pour savoir quelle classe et quel enseignant ira dans le préfabriqué. Le père s'énerve. «Nos enfants, ils arrivent à l'école en bonne santé, ils ressortent malade: sinusites infectées, asthme chronique... J'ai quinze certificats médicaux qui établissent le lien avec l'école. Et rien ne change. Vous trouvez cela normal, en France aujourd'hui?» Depuis l'année dernière, il essaie de mobiliser. «C'est dur à dire, mais les parents, ici, ils ne se battent pas trop.» L'enseignant, toujours affairé à scotcher les dessins: «D'autres parents, comme vous, ont essayé dans le passé... A chaque fois, la municipalité fait des promesses, et puis rien. On est toujours là.» Le père raconte avoir bloqué l'école plusieurs fois «Mais à quoi ça sert? A rien. Gaudin s'en fout royalement que nos enfants ratent des journées de classe...» Il est en train de constituer un dossier pour déposer plainte, certificats médicaux à l'appui, pour manquement aux règles d'hygiène et mise en danger de la vie des enfants. **M.P.I.**



Dans des écoles de Marseille, ces derniers jours.
PHOTOS PATRICK GHERDOUSSI

CLASSES ET CANTINES SATURÉES «UNE HEURE ET DEMIE D'ENSEIGNEMENT PERDUE SUR LA SEMAINE!»

3 Pauline Bosset en est à 11 pages de dossier. Problème : comment faire tenir tous les enfants du quartier plus ceux à venir dans des écoles déjà saturées ? «*J'y passe mes soirées et mes week-ends, déplore cette mère de famille de trois enfants. C'est fou, ce n'est pas à moi de vérifier si les permis de construire sont en adéquation avec le nombre de places encore disponibles dans les écoles*!» A l'origine du problème, le boom immobilier autour du parc du 26^e Centenaire, en plein centre-ville sud de Marseille, où des résidences ont poussé comme des champignons depuis une dizaine d'années, provoquant un embouteillage dans les établissements scolaires du coin. Les nouveaux immeubles font venir des familles avec enfants, mais les deux nouvelles écoles promises par la mairie ne sont toujours pas sorties de terre. Conséquence : c'est la course à l'inscription dans les établissements scolaires. Pauline Bosset a affronté le problème lors de la rentrée de 2015 pour l'inscription de son petit dernier. Dans son parcours du combattant, elle a croisé des parents du Rouet ou de Mepenti, des quartiers voisins, aux prises avec les mêmes galères. Ils décident de centraliser leurs revendications. Des solutions d'urgence sont trouvées : une salle informatique et des logements de fonction sont transformés en salle de classe, une bibliothèque en dortoir (pour les élèves de petite section de maternelle)... Cette surpopulation n'est pas sans conséquence sur le quotidien des

enfants : cour sous-dimensionnée, dortoirs exigus, sanitaires insuffisants (cinq pour 93 maternelles à Cap-Est)... Le temps de cantine est tout particulièrement touché : à l'école Mepenti (X^e arrondissement) et à Teisseire (VIII^e), la file d'attente est telle qu'une partie des enfants ratent le début de la classe pour manger. Les retards de cantine, c'est aussi ce qui mobilise les parents de l'école Félix-Pyat, dans le centre nord de la ville. Dans cette école, trois services de cantine sont nécessaires, provoquant parfois des arrivées en classe vers 14 heures pour les plus grands. «*Depuis des années, des travaux doivent être faits dans un hangar voisin pour aménager une salle plus grande, mais rien n'avance, déplore une mère d'élève. Avec ces retards, on arrive à une heure et demie d'enseignement perdue sur la semaine*!» Les professeurs des écoles ont accepté de modifier leurs horaires pour commencer à 14 heures et finir à 17 heures, faute de solution proposée par la mairie centrale.

Du côté de Cap-Est, tous les plans B ont été épuisés : Pauline Bosset, qui s'inquiète déjà pour l'année prochaine, a envoyé son dossier à l'adjointe au maire et s'accroche à la dernière bonne nouvelle : en décembre, la première pierre de l'école Capelette-Curtel, l'un des deux établissements promis pour désengorger les écoles du quartier, a été posée. Ouverture prévue en septembre 2016. «*On verra bien. Ce qui m'intéresse surtout, c'est la dernière pierre*!» **S.Ha.**

VÉTUSTÉ «ON OBLIGE LES ENFANTS À RASER LES MURS, MAIS BON...»

2 Dans le tiroir de son bureau, on ne trouve pas de stylos, de gommes ou de taille-crayons, mais des tournevis et des clés à molette. Original. La directrice de l'école Ruffi, Fanny Apothéoz, passe ses journées à gérer les problèmes matériels. Des chasses d'eau qui lâchent parce que de mauvaise qualité, des portes qui sortent de leurs gonds parce que pas faites pour durer, des égouts qui se bouchent régulièrement sous le sol de la cantine... En fait, son établissement ressemble plus à un chantier, qu'à une école. Derrière la grille d'entrée, un escalier abrupt (commode pour les poussettes). A l'étage, des préfabriqués – là encore – posés à la va-vite en 2002 et reliés les uns aux autres par des passerelles métalliques ouvertes aux quatre vents. Quand il pleut, les enfants sont trempés en allant aux toilettes... «*Et comme ils se sont rendu compte après coup qu'on ne tenait pas, ils ont annexé la cave de l'immeuble voisin*» explique-t-elle dans le bruit incessant des marteaux-piqueurs. Son école se trouve au milieu de la zone Euroméditerranée, un chantier de rénovation urbaine visant à transformer ce quartier d'habitation populaire en quartier d'affaires... «*Donc, là, vous avez la salle de sport dans la cave avec, à côté, le bureau de la psychologue scolaire. Là, c'est la cour de ré-*

création. Oui, elle est minuscule.» Son stress, ce sont ces tuiles qui ont glissé du toit voisin dans la cour, heureusement sans faire de blessé. Cette balustrade aussi, à l'étage, pas du tout sécurisée : «*On oblige les enfants à raser les murs, mais bon.*» Elle raconte aussi ses petites victoires, à force d'obstination. Un nombre incalculable de coups de fils à la mairie pour recouvrir les marches métalliques de bois et éviter que les enfants ne glissent. Et deux ans pour poser une étagère, quand même : «*A chaque fois, cela prend un temps fou. Une première équipe vient pour poser un diagnostic. Il faut la relancer, elle va revenir six mois après, puis une autre équipe va l'apporter et une autre va venir pour la poser.*» Ses batailles vaines : l'absence d'isolation phonique (la craie sur le tableau que l'on entend dans la classe voisine) ou thermique. Emma Racon, enseignante, explique : «*On est obligé de s'adapter. Quand les gosses sont écarlates, on les sort dans la cour et on les mouille.*» Dans une autre école, également mal isolée, un prof raconte que son indicateur, c'est «*la feuille qui reste collée quand l'élève lève le doigt.*» Quant à Emma Racon, elle rappelle, amère, cette journée de juin où le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, est venu inaugurer l'école privée flamboyante neuve... juste en face ! **M.Pi.**

MANQUE DE MATÉRIEL «JE MENACE RÉGULIÈREMENT DE PORTER PLAINTE SI LE PAPIER TOILETTE N'EST PAS LIVRÉ»

4 Le radiateur flambant neuf a lâché une grosse flaque. La directrice, Magali Djian, soupire, passe sa main sur les tuyaux pour trouver l'origine de la fuite. Encore un souci à régler. L'école La Castellane, dans le XVI^e arrondissement, se remet doucement d'un incendie volontaire qui a ravagé une partie du premier étage il y a un an, pile la veille de Noël. Meubles, cahiers, trousse... Le feu a tout détruit. Le traumatisme digéré, il a fallu organiser les travaux. Galère, acte 2 : des mois de chantier poussié, encore ralenti par la découverte d'amiante sur les murs et les tables, des tas de courriers de relance pour, au final, trois classes toujours indisponibles lors de la rentrée de septembre 2015. Heureusement, le bâtiment est grand, mais l'équipe a dû se débrouiller pour trouver chaises et tables... «*La mairie n'avait rien en stock. Du coup, j'ai lancé un appel à d'autres écoles, qui ont rassemblé ce qu'elles ont pu trouver. J'ai appelé la Ville en leur disant "j'ai trouvé une solution, il faut juste envoyer un camion pour récupérer le mobilier". Mais non, on m'a répondu que ce n'était pas possible.*» Ses élèves ont des bureaux, mais les chaises sont trop hautes et les jambes des enfants se heurtent aux tables. Le système D, une habitude pour les enseignants marseillais, à La Castellane comme ailleurs. Dans le III^e, Nicolas améliore sa

classe avec de la récup maison. A HLM Perrin, les profs rapportent leur télé, leur lecteur CD... «*Comment voulez-vous qu'on fasse ? C'est ça ou rien. Quand on voit à la télévision ces écoles avec des tableaux numériques... On en est loin,*» rit jaune une enseignante. Une autre fois, le drame a été frôlé avec une armoire récupérée qui, mal fixée, s'est écroulée à un cheveu d'un élève.

Aux soucis de mobilier s'ajoutent souvent ceux des fournitures. Les crédits étant maigres, il faut composer : à La Castellane comme à Ruffi, par exemple, les enseignants achètent leurs manuels en commun. Sur les listes de rentrée demandées aux parents, on trouve souvent des ramettes de papier, de l'essuie-tout ou des boîtes de mouchoirs pour compléter le stock. Parfois aussi, le papier toilette. «*Soit on demande aux parents, soit on s'épuise à faire courriers sur courriers pour en demander, et on ne fait plus que ça,*» résume Magali Djian. Dans une école du XV^e, les enseignants se cotisent en début d'année pour se payer leur propre dose. «*Alors, chez nous, c'est non. J'en fais une affaire personnelle. Pas le papier toilette,*» répond au quart de tour la directrice d'un groupe scolaire dans le II^e arrondissement. *Petit conseil aux collègues : je menace régulièrement la municipalité de porter plainte si le papier toilette n'est pas livré, et jusqu'ici cela a marché.* **S.Ha.**

Périscolaire: Marseille a son sens du rythme

Depuis 2014, la municipalité de droite rechigne à appliquer la réforme Peillon. Au point que des animateurs jettent l'éponge.

La saison 1 (2014-2015) avait déjà été épique. La saison 2 (2015-2016), cumule déjà les rebondissements. Marseille et les temps d'activité périscolaires (TAP), c'est une saga comme la ville les aime: coups de gueule, suspens, décideurs «de Paris» à défier et, surtout, belle pagaille qui continue à agiter de nombreuses écoles. Dès le vote de la loi instaurant la réforme en 2014, la ville s'était distinguée: Jean-Claude Gaudin, le maire UMP, avait même dans un premier temps refusé de l'appliquer, avant de s'y résigner en mai 2014, trois mois avant la rentrée. Conséquence, une course contre la montre pour assurer le recrutement des agents nécessaires à la mise en œuvre des ateliers dans les 444 écoles publiques, et une pagaille totale au démarrage. Le maire s'était d'ailleurs fait vertement prendre à partie par des parents d'élèves lors de sa visite de rentrée dans une école des beaux quartiers, leur lançant cette phrase désormais culte: «Occupez-vous de vos enfants!»

Les mois suivants, la ville a peu à peu tenté de combler son retard et rectifié le tir

pour l'année scolaire 2015-2016: changement de jour pour les activités – on passe du vendredi après-midi au mardi ou jeudi (selon les arrondissements) pour faciliter le recrutement et l'organisation –, lancement de l'appel d'offres en avril pour les associations candidates aux animations, gratuité maintenue pour les activités... La rentrée s'annonçait presque sereine.

Moyens du bord. Pourtant, dès le mois d'octobre, une association lyonnaise, titulaire du marché pour plusieurs écoles du VIII^e arrondissement, décide d'abandonner. Dernier épisode en date: début janvier, une association strasbourgeoise, titulaire du marché pour 19 écoles marseillaises, décide à son tour de jeter l'éponge. «En août, juste après nous avoir notifié le marché, la municipalité nous a annoncé qu'aucune facture ne serait payée avant décembre», raconte le président de l'association. On a quand même essayé de fonctionner avec les moyens du bord, mais il y a eu des retards de paiement et nos salariés commençaient à lâcher... On n'était plus en me-



Un gymnase inutilisable, en attente de travaux depuis quinze ans. P. GHERDOUSSI

sure d'assurer la sécurité des enfants, donc on a décidé d'arrêter.» A ces problèmes globaux s'ajoutent une multitude de dysfonctionnements à l'échelle des écoles. «Il y a encore un problème de formation des animateurs et une synergie à trouver entre les enseignants et le personnel des TAP pour qu'ils s'accordent sur des règles communes», plaide Danielle Casanova, adjointe en charge de l'éducation. Le groupe socialiste, lui, y voit surtout un manque de volonté politique qui empêche toujours le projet de se développer correctement. «Le périscolaire dans cette ville n'a jamais existé», assure Annie Lévy-Mozziconacci, élue PS au conseil municipal. C'est pour cela que nous avons demandé une mission d'évaluation.»

Facture. Autre désaccord, le coût généré par la réforme pour la ville: 25 millions d'euros selon la majorité LR, 8 selon l'opposition, qui reproche à la mairie d'inclure dans cette facture les coûts des études surveillées et des temps de restauration, «qui n'ont rien à voir avec les décrets sur l'organisation des rythmes scolaires». La bataille des chiffres et du fond devrait avoir lieu lundi au conseil municipal, lors de la présentation du rapport final de la commission d'évaluation.

STÉPHANIE HAROUNYAN
(à Marseille)

Sébastien Sihr: «La ville n'a aucun plan de modernisation du bâti»



Pour le secrétaire général du Snuipp, syndicat majoritaire du premier degré, au-delà du cas «très critique» de Marseille, les établissements scolaires français sont vieillissants.

Sébastien Sihr est secrétaire général du Snuipp, syndicat majoritaire parmi les professeurs des écoles. Il pointe de «vraies inégalités» entre communes dans le domaine du bâti et des équipements scolaires. **A Marseille, de nombreuses écoles sont dans un état de délabrement. Etes-vous au courant de la situation?**

Oui, nous avons des remontées de terrain venant des enseignants. De nombreux locaux sont vétustes, et même insalubres. Des enfants ont classe dans des préfabriqués vieilliss-

sants. De très nombreuses écoles datent des années 60 et arrivent en fin de vie. La situation est très critique, mais la ville n'a aucun plan de modernisation du bâti. La municipalité n'a pas fait de l'école une priorité. On l'a déjà observé lors de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires: peu d'activités périscolaires intéressantes ont été mises en place pour les enfants.

Au-delà du cas marseillais, constatez-vous des dysfonctionnements similaires dans d'autres villes?

On sait que dans le domaine du bâti scolaire, il existe de vraies inégalités entre les communes. En 2011, notre syndicat avait mené une enquête montrant que les budgets que les communes pouvaient allouer à leurs écoles (tous investissements et toutes activités confondus) pouvaient varier de 1 à 10! Cette différence découle parfois de la volonté des élus d'avoir une politique dynamique en faveur de l'éducation. Mais parfois, cela tient aux marges de manœuvre budgétaire des communes: toutes ne disposent pas des mêmes moyens financiers. Et le coup de rabot que vient de donner l'Etat aux dotations en faveur des collectivités locales ne va pas arranger les choses.

Globalement, quel est l'état du bâti scolaire en France?

C'est très inégal selon les communes, mais le sujet se pose avec une nouvelle acuité, car notre bâti scolaire est globalement vieillissant. Une partie de nos écoles date du début du XX^e siècle: elles ont été bien construites mais ont besoin d'être modernisées et adaptées.

Une autre partie importante du bâti, datant, lui, des années 50-60 a mal vieilli et a besoin d'être rénové. Ainsi, seulement 43% des écoles sont accessibles aux handicapés, alors que toutes auraient dû l'être dès 2015.

Que propose votre syndicat pour remédier à ces inégalités dans les moyens donnés aux écoles?

Le Snuipp demande depuis longtemps la mise en place d'une charte d'équipement minimal qui serait opposable à toutes les communes. Nous sommes aussi favorables à un fonds de péréquation de l'Etat qui viendrait notamment en aide aux villes qui ont le moins de moyens. En tant que syndicat, sur le terrain, nous tissons aussi des liens avec les élus locaux pour les sensibiliser à la nécessité d'entretenir leur bâti scolaire. C'est plus facile en milieu rural, où le maintien de l'école joue un rôle clé pour l'avenir de la commune. Si l'école disparaît, les familles avec enfants ne viennent plus et le village se meurt.

Recueilli par **TONINO SERAFINI**

INTERVIEW

ÉDITOS/

Recherche premier rôle démocrate... sachant composer

Par
JOHAN HUFNAGEL
Directeur en charge des Éditions
@johanhufnagel

Dans les primaires américaines qui ont débuté lundi dans l'Iowa (*lire Libération de lundi*), la bagarre entre les démocrates Hillary Clinton et Bernie Sanders s'annonce des plus intéressantes. Contrairement à ce que l'un et l'autre affirment, les différences entre leurs programmes sont certes importantes, mais pas irréconciliables. Sanders incarne un idéalisme et une rupture, Clinton un réalisme et une continuité; mais les deux prônent un congé maternité indemnisé, une augmentation du salaire minimum, une réforme des emprunts étudiants, une grande réforme de Wall Street, une augmentation des impôts pour les plus riches... Le pragmatisme de l'ancienne secrétaire d'Etat finira-t-il par l'emporter sur les promesses plus agressives du sénateur du Vermont? C'est en tout cas ce que répète Clinton, tout en revendiquant son ancrage à gauche: «*Je suis progressiste, dit-elle. Mais une progressiste qui aime quand les choses sont faites.*»

Car on l'oublie bien souvent de notre côté de l'Atlantique, pour «faire» les choses, il faut trouver des compromis avec les parlementaires. Comme Obama l'a rappelé à ses dépens (impossibilité de fermer Guantánamo, guerre de tranchées pour imposer sa réforme de l'assurance maladie...), un président doit savoir composer avec la Chambre des représentants et le Sénat. Pendant que se jouera la mère de toutes les batailles, le 8 novembre, la moitié des sénateurs et la totalité des représentants seront renouvelés. Il y a peu de chances que les chambres rompent avec leur ancrage ultraconservateur. Un(e) futur(e) président(e) américain(e) démocrate vivra une cohabitation difficile et devra s'employer personnellement sur chaque combat, chaque texte, chaque nomination. Ces bras de fer épuisants, elle ou il en gagnera quelques-uns, en perdra d'autres, en construisant des majorités de circonstance, à géométrie variable, lâchant une promesse pour solidifier une majorité ailleurs. Les victoires de Sanders ne seront pas les mêmes que celles de Clinton. Plus que la personnalité des candidats, il y a fort à parier que la méthode de gouvernement que Sanders et Clinton envisagent et les réformes que les électeurs démocrates sont prêts à abandonner joueront un grand rôle dans la campagne. ◀

BILLET

Par
DAVID CARZON
Directeur adjoint de la rédaction
@davidcarzon

C'est une photo qui a beaucoup circulé ce week-end et qui a marqué ceux qui ont pu l'apercevoir. Publiée par le *Washington Post*, elle a été prise par Rohit Chawla, un photographe d'*India Today*, sur l'île grecque de Lesbos. Elle montre Ai Weiwei sur le ventre, allongé sur la plage. Comme mort. Comme si la mer venait de le recracher de son néant. Evidemment, il s'agissait pour l'artiste chinois de reproduire

En haut, l'artiste chinois Ai Weiwei sur une plage de l'île grecque de Lesbos, le 25 janvier.

PHOTO ROHIT CHAWLA
INDIA TODAY

Ci-contre, le corps d'un enfant à Canakkale, en Turquie, samedi.

PHOTO OZAN KOSE. AFP



Ai Weiwei en Aylan: malaise et réalité

l'image emblématique du corps sans vie du petit Aylan, qui, en septembre, avait bouleversé le monde sur le sort des réfugiés syriens. Bouleverser sans pour autant le changer, tant les drames continuent de se produire dans cette région du monde. Si on ne peut pas douter de la sincérité de la démarche d'Ai Weiwei, alors d'où nous vient ce sentiment de malaise? Peut-être parce qu'on se demande, au fond, pourquoi on en est arrivé à reconstituer une scène alors que tant d'autres existent en vrai. Dans le même week-end, 37 personnes, dont beaucoup de femmes et d'en-

fants, se sont noyées en mer Egée en tentant de gagner cette île de Lesbos. Et les photos de ce drame (l'une d'elles a été publiée dans *Libération* lundi) sont aussi fortes que d'autres qui nous ont déjà émus aux larmes. Ozan Köse, le photographe qui a pris ces clichés, raconte sur le blog «*Making-of*» de l'AFP: «*Personne ne s'occupe du bébé mort. Alors je reviens vers lui et, pendant une heure, je reste à ses côtés, en silence [...]. Je me demande ce qui est en train d'arriver à l'humanité [...]. En regardant ce petit corps, je me demande pourquoi tout cela [...]. Puis un gendarme arrive, soulève l'enfant et le dépose dans*

un sac en plastique. Lui aussi, il pleure.» Ce témoignage et les photos insoutenables qui l'accompagnent devraient suffire à mobiliser les foules. Notre malaise devant la composition artistique d'Ai Weiwei prouve qu'il n'en est rien. Que nous ne regardons pas cette réalité en face. Que toutes les preuves d'un drame sans précédent sont déjà sous nos yeux. Ce sont les preuves à charge de notre indifférence et de notre incapacité à répondre à cette détresse dont le fantôme, petite silhouette échouée au bord de l'eau, nous hantera longtemps. ▶





SUR LIBÉRATION.FR

Primaires et caucus Alors que l'Iowa ouvre le bal du processus de sélection des candidats à la prochaine présidentielle aux Etats-Unis, *Libération* a préparé un lexique, un mode d'emploi, et un résumé des prises de position de chaque candidat, pour mieux s'y retrouver. PHOTO REUTERS

EXPRESSO

Les fracassants «Murmures» d'un livre surprise



A Mantes-la-Ville, en meeting pour les régionales en Ile-de-France, le 9 novembre. PHOTO MARC CHAUMEIL POUR «LIBÉRATION»

Vibrant plaidoyer contre le projet de réforme constitutionnelle, l'essai de Christiane Taubira démontre que la sortie du gouvernement de la garde des Sceaux a été soigneusement préparée.

Par
LILIAN ALEMAGNA

Qu'on le dise tout de suite : ce n'est pas un règlement de compte. Christiane Taubira n'a pas publié *Murmures à la jeunesse* (éditions Philippe Rey), cinq jours seulement après sa démission du gouvernement, pour dire tout le mal qu'elle peut penser de François Hollande. En revanche, à quatre jours de l'examen du projet de loi constitutionnel à l'Assemblée, ce livre est un redoutable réquisitoire contre la déchéance de nationalité, inscrite au menu de la révision constitutionnelle annoncée par le Président après les attentats de novembre.

Pourquoi ce livre ?

Sa publication est aussi surprenante que la démission de son auteure. Le texte est daté du «18 janvier 2016», cinq jours avant l'annonce à Hollande de son départ du gouvernement. Son éditeur, interrogé par l'AFP, dit avoir été contacté par Taubira «vers le 10 janvier» pour une publication avant l'examen à l'Assemblée du projet de loi. Tout s'est fait dans le plus grand secret : impression en Espagne, acheminement en France «sous un film opaque», ouvrage «sous X» sans mention du contenu pour éviter les fuites... Si Taubira voulait faire un coup, elle ne s'y serait pas prise autrement. Et si elle n'avait pas démissionné mercredi, elle n'aurait pas pu

rester place Vendôme avec un tel écrit en librairie.

Le texte, d'une centaine de pages, truffé de références philosophiques et culturelles, au style lyrique qui a fait sa réputation d'oratrice, contient un argumentaire solide contre la déchéance de nationalité. C'est aussi une interrogation sur ces jeunes Français qui en arrivent à devenir des «agents de la mort». C'est enfin une réflexion, couchée sur papier entre le 23 décembre, jour d'adoption du projet de révision constitutionnelle en Conseil des ministres, et l'annonce de sa démission, le 27 janvier. «Je ne suis sûre de rien, écrit-elle. Lorsqu'un pays est blessé, qu'il saigne encore, qu'il est tout de courbatures et d'ecchymoses, ne faut-il pas marcher sur la pointe des pieds, chuchoter et laisser faire en se défaussant sur le temps ? [...] Ne vaut-il pas mieux alors un cri et une crise plutôt qu'un long étiolement ? Je ne suis sûre de rien, sauf de ne jamais

trouver la paix si je m'avais de baïllonner ma conscience.»

Que dit-elle ?

Ces *Murmures à la jeunesse* sont aussi une réponse – sans jamais le citer – à Manuel Valls, pour qui «expliquer» les actes terroristes «c'est déjà vouloir un peu excuser» : «Oui, il faut comprendre pour anticiper et aussi pour ramener du sens au monde, insiste l'ex-ministre. Sinon, par omission, nous aurons laissé s'installer de nouvelles frustrations grosses d'exaltations macabres, nous aurons arrosé le terrain où poussent ces contentieux passionnels, nous aurons refoulé vers la génération suivante les arriérés de rancœurs qui voleront la vie des Joyeux, peut-être celle d'enfants déjà orphelins aujourd'hui.» Quant à la déchéance, Taubira ne balaie aucun argument. «Déchoir des terroristes, qui songerait à s'y opposer ? Binationalaux ou non ! Mais quel effet sur les mêmes ? interroge-t-elle. Puisque, pour

les déchoir sans en faire des apatrides il faut qu'ils soient binationalaux, cette déchéance contiendrait une inégalité.» Elle met aussi en garde son camp : «Pour des délits, infliger une peine aussi lourde que la déchéance de nationalité et, de plus, ne l'appliquer qu'aux binationalaux, heurterait le principe de proportionnalité outre celui de l'égalité.» Par ailleurs, «un pays doit être capable de se débrouiller avec ses nationaux». «Que serait le monde si chaque pays expulsait ses nationaux de naissance considérés comme indésirables ? fait-elle remarquer.

Faudrait-il imaginer une terre-déchetterie où ils seraient regroupés ?» Elle y voit le danger d'offrir une victoire idéologique à l'extrême droite, à ces «obsédés de la différence, les maniaques de l'exclusion, les obnubilés de l'expulsion».

Quelles conséquences ?

Ils devraient être quelques-uns, parmi les députés opposés à la déchéance, à venir, vendredi, avec ce petit livre blanc dans l'hémicycle. «Le feuilleton de la déchéance n'est pas terminé. Nous sommes encore loin de la porte du château de Versailles», veut croire le député PS de la Nièvre Christian Paul, requinqué par ce soutien indirect que leur offre Taubira. Pour autant, celle qui se dit «loyale» à Hollande ne devrait pas en faire plus. Pas sûr non plus que ses propos fassent changer d'avis ceux qui, au sein du groupe PS, se montrent déjà résignés à voter la mesure. Une façon pour eux de rester «loyaux» à Hollande. ◀

**LE DÉCRYPTAGE
DU JOUR**





SUR LIBÉRATION.FR

Plume SOS Racisme a mis en ligne un générateur de courriels pour permettre à tout un chacun de s'opposer à la possibilité de déchoir de leur nationalité française les personnes condamnées pour des actes terroristes, présentée à l'Assemblée vendredi. Un projet auquel s'associe Libération. PHOTO AFP

Six ans de prison pour une Britannique de retour de Syrie

Partie rejoindre l'Etat islamique (EI) avec son fils de 14 mois le 23 octobre 2014, elle avait regagné le Royaume-Uni en février 2015. A 26 ans, Tareena Shakil vient d'être condamnée à six ans de prison. Interpellée à l'aéroport d'Heathrow à son retour, elle serait, selon les médias outre-Manche, la première Britannique revenant des territoires contrôlés par le groupe jihadiste à être condamnée au Royaume-Uni. Lors du procès, à Birmingham, Tareena Shakil a dit s'être rendue en Syrie parce qu'elle souhaitait «vivre sous la charia». Mais le jury l'a reconnue coupable à l'unanimité d'avoir été

«membre d'une organisation interdite entre octobre 2014 et janvier 2015», après avoir consulté ses tweets, messages et photos la reliant clairement à l'organisation terroriste. Elle a aussi été reconnue coupable d'incitation à des actes terroristes: «Vous avez emmené votre enfant en bas âge en Syrie en sachant très bien qu'on allait l'instrumentaliser et l'endoctriner et que son avenir allait être celui d'un combattant de l'EI. Vous avez autorisé qu'il soit photographié à côté d'une kalachnikov», a tranché le juge. Radicalisée sur Internet, Tareena Shakil a reconnu «avoir fait une erreur» lors de son procès.



Le «Modern Express» remorqué loin de la côte française

Grâce à une accalmie, lundi matin, le cargo *Modern Express*, qui était à la dérive depuis sept jours et menaçait de s'échouer sur la côte landaise, a pu être connecté au *Centaurus*, un remorqueur espagnol. «Le convoi fait actuellement route vers l'Ouest à 3 nœuds», soit 5,5 km/h, a précisé le capitaine de frégate, Louis-Xavier Renaux. La priorité est d'éloigner le cargo des côtes pour «se donner de la marge». Si le câble tient bon malgré les creux de 2,5 à 3 mètres et la tension, le navire devrait être tracté vers un «port refuge» pour être stabilisé, puis redressé. PHOTO AFP

TRANSFERT

Guardiola coachera Manchester City



Quelque chose nous dit qu'entre son CV et le poids financier de son futur employeur (renforcée par la manne des droits télé attendue sur le championnat anglais), Pep Guardiola va se faire des *cojones* en or massif la saison prochaine. On savait que l'ex-entraîneur du Barça quitterait le Bayern Munich. Il s'était dit intéressé par l'expérience anglaise: ce sera Manchester City, où il remplacera le Chilien Pellegrini. Sur le banc munichois s'installera Carlo Ancelotti, ex du PSG et du Real.

EXPRESSO



Guillaume Soro à Paris en juillet 2012. PHOTO BRUNO CHAROY POUR LIBÉRATION

Gbagbo à la CPI, Soro poursuivi par les ennuis

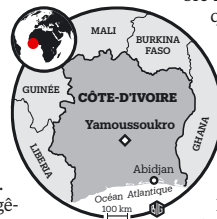
Ce lundi, la parole est à la défense dans le plus important procès jamais organisé par la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye (Pays-Bas). Celui de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo et de son ministre de la Jeunesse, Charles Blé Goudé, jugés pour leur gestion de la crise post-électorale qu'a connue, entre fin 2010 et avril 2011, la Côte-d'Ivoire. Une période qui ne fait toujours pas consensus, une partie des Ivoiriens considérant que Gbagbo a bien remporté les élections et que les forces de son challenger, Alassane Ouattara, aujourd'hui au pouvoir à Abidjan, se sont aussi rendues coupables d'exactions.

La procureure, Fatou Bensouda, s'est engagée à enquêter sur les exactions commises par le camp Ouattara, et affirme que les investigations sont déjà en cours (*lire Libération du 27 janvier*). Des déclarations qui laissent sceptiques les fidèles de Gbagbo: «Le mandat de la procureure se termine dans cinq ans, en 2021. Il lui a fallu quasiment cinq ans pour aboutir au procès de Laurent Gbagbo. Comment croire qu'elle

pourra amorcer un procès visant le camp adverse, au pouvoir à Abidjan, dans un délai similaire?» souligne, sarcastique, un proche de l'ancien président. L'absence de poursuites contre le camp Ouattara va certainement empoisonner de façon récurrente le procès Gbagbo, prévu pour durer trois ou quatre ans.

Molesté. Pourtant, en marge de la procédure, des nuages inquiétants s'amoncellent sur le camp Ouattara, en particulier sur Guillaume Soro, ancien chef rebelle aujourd'hui président du Parlement ivoirien. L'information est passée quasiment inaperçue, mais Soro est de facto mis en examen par la justice française. Une situation gênante pour le numéro 2 du pays, dont la femme vit en banlieue parisienne. En cause: son rôle dans des événements suivant l'arrestation de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011.

Dans la famille Gbagbo, il y a aussi le fils, Michel, 46 ans, arrêté en même temps que son père, molesté et emprisonné dans le nord de la Côte-d'Ivoire pendant un an, alors qu'il n'a joué aucun rôle politique pendant cette période tragique. Michel Gbagbo, qui a la nationalité française par sa mère, avait porté plainte en France en 2012 «pour traitements inhumains et dégradants». Une plainte jugée recevable et qui a conduit la juge d'instruction Sabine Khéris à convoquer Soro à plusieurs reprises, sans succès. Mais en décembre 2015, apprenant que Soro est en France, elle délivre un mandat d'amener. Les policiers ne le trouvent pas à son domicile parisien et dressent un PV de «vaines recherches» (*lire Libération du 7 décembre 2015*), ce qui met de fait l'intéressé en examen, en vertu de l'article 134 du code de procédure pénale. On frôle l'incident diplomatique. Dans les médias,



pourtant, la thèse d'une «levée du mandat d'amener» s'impose, alors qu'«on ne peut juridiquement pas lever un mandat d'amener», soupire-t-on au parquet de Paris. Embarrassées, les autorités ivoiriennes avaient commencé par dévoiler «un ordre de mission» justifiant la présence de Soro pour la COP 21. Alors que lui-même avait affirmé sur Twitter être à Paris «en voyage privé». Mais à l'issue de la période concernée par la «mission», «sa mise en examen intervient automatiquement», affirme-t-on de source judiciaire. Les grandes manœuvres ont donc commencé à Abidjan, où l'on a prétendu n'avoir jamais reçu de commission rogatoire concernant le président de l'Assemblée, avant de rétro-pédaler, lorsque l'ambassade de France a confirmé avoir bien transmis ladite commission aux autorités.

Malaise. Le 12 janvier, le président Ouattara a viré deux ministres, accusés de ne pas avoir fait leur travail. Invitée depuis à venir entendre Soro à Abidjan, Sabine Khéris a décliné, quelque peu échaudée, selon certains, par la campagne au vitriol orchestrée sur place contre l'ingérence de la justice française. Ce qui n'a pas empêché Soro de porter plainte en France pour «diffamation» contre Michel Gbagbo. Le malaise à Abidjan est peut-être plus profond encore: la semaine dernière, une fuite orchestrée par *Nord Sud*, un journal proche de Soro, affirmait que Hamed Bakayoko, actuel ministre de l'Intérieur ivoirien, faisait l'objet d'une commission rogatoire. Or seuls cinq de ses subordonnés sont en réalité visés. De notoriété publique, Soro et Bakayoko sont les deux prétendants rivaux à la succession de Ouattara et leurs relations sont «exécrables». Pour Soro, les ennuis ne se limitent pas à Paris. Au Burkina Faso, la justice militaire a très envie de l'entendre sur son rôle dans le coup d'état manqué fomenté en septembre par des ex-membres de la garde présidentielle restés fidèles au président déchu, Blaise Compaoré, et a lancé un mandat d'arrêt international contre lui. **M.M.**

10
VO SUR
LE WEB

SUR LIBÉRATION.FR

Wanted Il portait un maillot de fortune au nom de Lionel Messi, fait d'un sac en plastique rayé de blanc et bleu, comme la tunique des footballeurs argentins. Après un emballage et moult fausses pistes entre l'Irak et l'Afghanistan, le petit garçon a été retrouvé, confirmant – pour une fois – la rumeur. Un récit à lire sur le site de Libé. PHOTO DR



9 200

C'est le nombre de bouteilles de faux champagne Moët & Chandon que la police italienne a annoncé lundi avoir saisies près de Padoue.

Des étiquettes contrefaites de la prestigieuse marque, au nombre de 40 000, ont également été trouvées. Déclenchée avec la découverte, dans un commerce, d'une bouteille suspecte, l'enquête a conduit à un hangar où, peu avant Noël, huit personnes s'affairaient à maquiller des bouteilles de vin mousseux blanc. Selon les estimations de la police, la vente aurait rapporté 350 000 euros, tandis que les étiquettes pouvaient laisser envisager jusqu'à plus de 1,8 million de recettes.

ARTS

Compte joint pour deux Rembrandt

La France et les Pays-Bas vont acquérir deux portraits de Rembrandt, ont annoncé lundi la ministre de la Culture, Fleur Pellerin, et son homologue néerlandaise, Jet Bussemaker, qui ont décidé l'achat conjoint pour 160 millions d'euros. Les portraits de 1634 représentent deux notables, Marlen Soolmans et sa fiancée Oopjen Coppit, à la veille de leur mariage. Les tableaux «seront dévoilés pour la première fois au public dans les prochaines semaines au Louvre, avant de rejoindre les Pays-Bas où débutera, après leur restauration, l'alternance de leur présentation à Paris et à Amsterdam», indique le ministère.

«Les Jours» en pilote le 11 février

Ça y est, *Les Jours* s'allument. Ce site d'actualité monté par huit ex-journalistes de Libé sera en ligne le 11 février. «*Les Jours sortent leur version pilote qui sera adressée aux 1500 abonnés*», explique Alice Géraud, codirectrice de la

rédaction. Le même jour, l'équipe lancera une campagne de financement participatif sur Anaxago, une plateforme qui permet de lever des fonds auprès d'investisseurs particuliers et professionnels en échange d'actions ou d'obligations, une

opération inédite pour un média. Ce *pureplayer* proposera dix à douze «obsessions» séquencées comme des séries télé. D'un épisode à l'autre on pourra ainsi suivre une école du XVIII^e arrondissement comme l'actualité vue de Turquie.

Sanofi: des réductions d'effectifs dans l'ombre des bénéfices



Sanofi veut économiser 1,5 milliard d'euros. REUTERS

Sanofi, l'entreprise qui fait de gros profits et qui licencie, épisode 2... Trois ans après la bronca qui avait entouré les projets de fermeture des centres de recherche de Toulouse et Montpellier, le géant pharmaceutique français prend le risque de rallumer le feu social. Ce mardi, la direction doit en effet détailler aux représentants du personnel un nouveau plan de restructuration prévoyant «plusieurs centaines de suppressions de postes» par an jusqu'en 2018. Le principe de ce plan avait été annoncé en novembre, mais les syndicats s'attendent «à ce qu'on rentre dans le dur» avec le chiffre détaillé

et l'annonce des sites menacés. Des plans de sauvegarde de l'emploi devraient en effet cibler trois entités: SWI (production pharmaceutique), SAF (visiteurs médicaux), SAG (siège et fonctions supports). La CGT et la CFDT s'inquiètent aussi de possibles mesures d'économies visant Sanofi Pasteur (vaccins), l'activité chimie (principes actifs) et la Recherche et développement dans l'Hexagone (285 postes restés vacants après les derniers plans sociaux ne seraient pas remplacés). Le nouveau patron de Sanofi, Olivier Brandicourt, qui a bénéficié d'un «golden hello» de 4 millions

d'euros à son arrivée début avril, a en effet promis aux marchés de réaliser 1,5 milliard d'euros d'économies d'ici à 2018 au sein du groupe qui emploie 27 000 salariés en France, sur un total de 110 000 personnes dans le monde. D'où ce nouveau ciblage des activités françaises. Furieuse, la CGT rappelle que «plus de 5 000 emplois directs ont été détruits en France depuis 2008» chez Sanofi qui dit «non aux licenciements boursiers». Le syndicat a écrit au gouvernement pour qu'il défende «l'outil scientifique et industriel français» et refuse «de nouvelles coupes dans les effectifs». Pour le délégué central CGT Thierry Bodin, ces nouveaux licenciements en vue chez Sanofi «sont proprement scandaleux venant d'un groupe qui a réalisé 7 milliards d'euros de bénéfices et versé 3,8 milliards de dividendes à ses actionnaires en 2015». L'entreprise, qui croule sous le cash, a aussi dépensé 730 millions pour racheter ses propres actions sur le seul mois de janvier... On attend de savoir ce qu'en pense le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron.

J.-C.F.

france

Histoires interdites

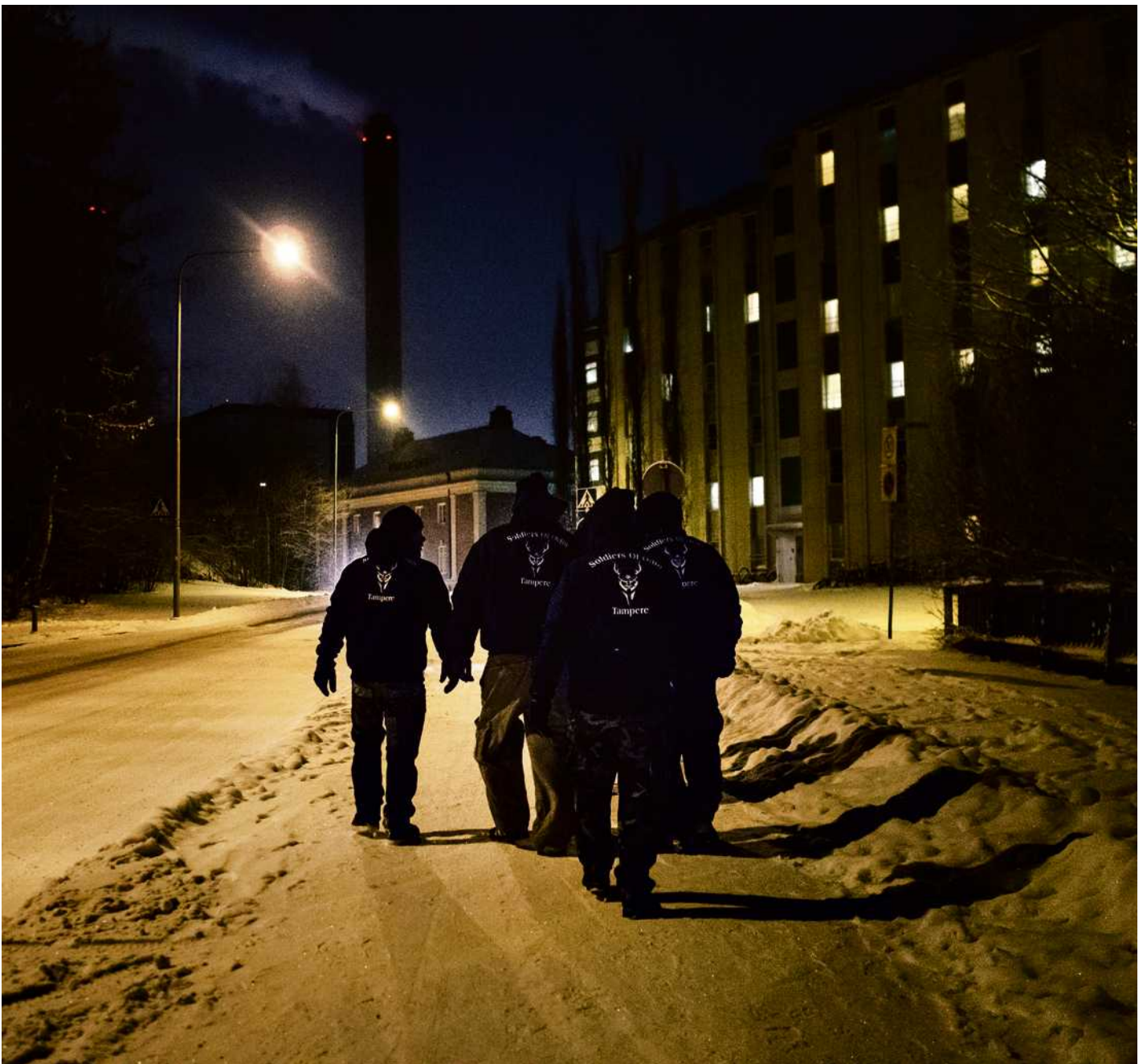
fabrice drouelle
affaires sensibles
15:00-16:00

L'affaire du jour:
Le scandale Madoff : l'escroquerie du siècle
invité : Christophe Alix

Libération

france
intervenez
franceinter.fr

Les patrouilles antimigrants des Soldats d'Odin



Des membres des «Soldats d'Odin» près d'un centre de réfugiés, à Tampere (Finlande), le 16 janvier. PHOTO A. RAMPAZZO. THE WASHINGTON POST. GETTY IMAGES

Finlande Dans plusieurs petites villes du pays, des habitants se sont constitués en milice. Leur but: lutter contre l'arrivée des immigrés et la supposée délinquance qu'ils provoqueraient.

Par
ANNE-FRANÇOISE HIVERT
Correspondante en Scandinavie

Il s'affirment être plus de 500, avec des ramifications dans plusieurs villes de Finlande et des sympathisants à l'étranger. Le groupe d'autodéfense Soldats d'Odin a été créé en octobre, dans la commune de Kemi, en Laponie, dans le nord du pays, à une trentaine de kilomètres de la ville de Tornio, à la frontière avec la Suède. C'est par là que sont arrivés des centaines de demandeurs d'asile cet automne, principalement Irakiens, après avoir traversé l'Europe, dans l'espoir de rejoindre la Finlande, où ils espéraient obtenir rapidement le regroupement familial. Plusieurs week-ends d'affilée en octobre, des manifestants se sont rassemblés à la frontière, pour leur bloquer le passage. A Kemi, un groupe d'hommes en noir commence à patrouiller dans les rues. Sur leurs

REPORTAGE

vestes Bomber, le portrait d'Odin, le dieu le plus puissant de la mythologie nordique, flanqué d'un drapeau finlandais. Sur leur page Facebook, ils assurent ne pas être armés et enjoignent «les patriotes et ceux qui critiquent l'immigration» à les rejoindre, pour lutter contre l'insécurité causée par ceux qu'ils désignent comme «les intrus islamiques». Ils se proposent d'être «les yeux et les oreilles de la police». Dans ce pays de 5,5 millions d'habitants, devenu en 2015 la quatrième terre d'accueil des réfugiés en Europe proportionnellement à sa population, avec 32 000 demandeurs d'asile, le mouvement provoque un certain malaise. D'autant qu'il semble se propager, ces dernières semaines, à d'autres villes du pays. Plus de 22 000 internautes lui ont apporté leur soutien, sur Facebook. Et des groupes similaires ont été créés chez les voisins nordiques.

Vague d'indignation

Si certains membres du gouvernement se sont empressés de condamner son existence, demandant même, comme le ministre des Finances, Alexander Stubb, son interdiction, d'autres se sont montrés plus prudents. L'organisation de la jeunesse du parti des Vrais Finlandais, la formation populiste qui siège au gouvernement depuis l'année dernière, lui a même témoigné son soutien. Son patron, Sebastian Tynkynen, renvoie à des incidents lors de la nuit de la

Saint-Sylvestre à Helsinki, soutenant que «des activités préventives menées par des bénévoles sont plus que bienvenues».

Selon la police, quinze plaintes ont été enregistrées, concernant le réveillon du nouvel an, dont douze pour agressions sexuelles, une pour viol et deux pour tentative de viols. Les suspects identifiés sont tous des «demandeurs d'asile». Ceux qui courent toujours «ont été décrits comme des personnes étrangères».

En novembre, le viol d'une fille de 14 ans, dans la commune de Kempele (nord-ouest de la Finlande) et l'arrestation d'un demandeur d'asile de 17 ans avaient déjà provoqué une vague d'indignation dans le pays. Après une manifestation, réunissant 300 personnes, le centre d'hébergement pour mineurs non accompagnés de Kempele avait été fermé. Dans une commune voisine, les réfugiés avaient reçu pour instruction d'«éviter d'approcher les jeunes filles finlandaises pour leur propre sécurité».

«Désespérés»

A Kemi, cependant, rien de tout cela. «C'est une petite ville paisible, où il ne se passe vraiment pas grand-chose», témoigne Katja Hietala, une maman de 35 ans, qui prépare une thèse d'économie. L'arrivée de plusieurs centaines de réfugiés en octobre, via la frontière finno-suédoise, a bien semé le chaos pendant deux semaines dans le centre-ville: «Il n'y avait pas de places d'hébergement, mais les bénévoles sont intervenus et tout s'est passé dans le calme.» Quant à la criminalité, remarque la jeune femme, elle n'a pas augmenté: «Il y a eu cinq viols à Kemi et deux à Tornio en 2015, contre sept et neuf en 2014.»

Alors pourquoi cette ville industrielle de 21 000 habitants a-t-elle donné naissance aux Soldats d'Odin? Katja Hietala répond: «Je connais certains d'entre eux. Ce sont des gens de mon âge, ou un peu plus jeunes. Ils sont désespérés. Ils

ne voient plus d'avenir, ni pour eux ni pour leurs enfants. C'est le résultat d'années de politique d'austérité. Malheureusement, beaucoup ne connaissent rien aux étrangers et ils n'ont ni le sens de l'histoire ni celui des valeurs de la Finlande.»

Le fondateur du mouvement, un routier de 29 ans, revendique son appartenance à une organisation néonazie. Plusieurs de ses membres ont un casier judiciaire. Déplorant que «cette bande d'idiots aux crânes rasés aient reçu plus d'attention qu'ils n'en méritent», le politologue Göran Djupsund admet aussi que les Soldats d'Odin sont le symptôme d'une société en proie au doute. Jamais, constate-t-il, le sentiment d'insécurité n'a atteint une telle «magnitude».

Selon un sondage publié mi-janvier, deux tiers des Finlandais sont inquiets pour leur avenir: 71% d'entre eux citent l'afflux des réfugiés, dont le nombre a été multiplié par dix entre 2014 et 2015; 87% mettent en cause la situation économique du pays, où le taux de chômage devrait atteindre 9,5% en 2016, selon le ministère des Finances. Alors que le reste de l'Union européenne sort doucement de la crise, la Finlande devrait connaître une cinquième année de récession. L'historien Henrik Meinander explique: «Nous avons des faiblesses structurelles. D'abord, une population qui vieillit très vite. Nous avons besoin de main-d'œuvre, mais celle qui arrive n'est pas forcément optimale. Nous avons aussi perdu la

Russie comme marché et source d'investissements, à cause des sanctions contre Moscou et de l'incapacité de la Russie à moderniser son économie. Notre industrie électronique s'est effondrée et nous avons encore aujourd'hui beaucoup de mal à diversifier nos exportations. Notre modèle social, enfin, est difficile à moderniser, avec des groupes qui se battent pour défendre leurs intérêts.» A l'automne, le gouverne-

ment de coalition, dirigé par le centriste Juha Sipilä, a présenté un vaste programme d'austérité, visant à dégager 10 milliards d'euros d'ici 2030. Il inclut notamment des baisses de salaires, une réduction des jours de congés, une réforme de fond des aides sociales. Pour le chef du gouvernement, c'est la seule façon d'éviter à la Finlande de se retrouver dans la même position que la Grèce – qu'ironie du sort, Helsinki a plusieurs fois menacé de ne pas aider.

«Sans réaction»

Une des conséquences des multiples coupes budgétaires est la baisse des effectifs dans les rangs des forces de l'ordre, précise Göran Djupsund: «Partout, la présence de la police a diminué et il n'est pas rare que la patrouille la plus proche se trouve à au moins 180 km, dans certaines régions du pays.» C'est une des raisons pour lesquelles les groupes d'autodéfense trouvent un certain écho au sein de la population: «Les gens ne sont pas vraiment inquiets, mais ils ne peuvent s'empêcher de se demander ce qui se passerait s'il arrivait quelque chose.»

Dans ce contexte, «la propagande anti-immigrés de l'extrême droite connaît un certain succès», constate le député social-démocrate Erkki Tuomioja. Cet ex-chef de la diplomatie finlandaise regrette aussi que «des organisations comme les Soldats d'Odin ou d'autres puissent propager leur discours haineux sans réaction ferme de la part des responsables politiques ou du gouvernement». Paradoxalement, les populistes ne semblent pas profiter de ce climat. Le parti des Vrais Finlandais est en chute libre dans les sondages. Le chercheur Tommi Kotonen, spécialiste de l'extrême droite, constate: «Les gens sont très mécontents de la politique menée par le parti. Ils espéraient qu'ils seraient beaucoup plus actifs, une fois au gouvernement, dans le domaine économique, comme celui de l'immigration.»



Carnet

DÈCÈS

De lui on parle, on questionne, on se souvient, on murmure. Et se dessine ce qu'il était, ce qu'il faisait. "Quelqu'un manque" - ED

M. Emmanuel DARLEY

30/12/1963 - 26/01/2016

Inhumation au Cimetière de l'Ouest, à Narbonne, Mercredi 3 Février à 15 heures.



Vous organisez un colloqué, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et insertions la veille de 9h à 11h
pour une parution le lendemain

Tarifs: 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes: 153 € TTC pour une parution (15,30 € TTC la ligne supplémentaire)
Abonnés et associations: -10%

Tél. 01 40 10 52 45
Fax. 01 40 10 52 35

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e.mail:
carnet-libe@teamedia.fr

La reproduction de nos petites annonces est interdite

Le Carnet
Emilie Rigaudias
0140105245

carnet-libe@teamedia.fr

SUÈDE: UNE RATONNADE À STOCKHOLM

Entre cinquante et cent hommes masqués ou encagoulés ont passé à tabac vendredi soir à Stockholm (Suède) «des personnes d'apparence étrangère» et distribué un tract appelant à infliger aux «enfants des rues nord-africains le châtiement qu'ils méritent». La police les a mis en fuite. Cette ratonnade fait suite au meurtre d'une femme de 22 ans, Alexandra Mezher, poignardée à mort le 25 janvier par un demandeur d'asile de 15 ans dans un foyer pour mineurs non accompagnés de Mölndal, une commune de la banlieue de Göteborg. Après ce meurtre, le gouvernement social-démocrate a promis que la police renforcerait ses effectifs pour faire face aux nouvelles tâches liées à l'afflux de migrants. Entre 2014 et 2015, la Suède a accueilli 250 000 migrants, plus que tout autre pays de l'UE proportionnellement à sa population. Mais le gouvernement a abandonné en fin d'année sa politique généreuse et veut désormais réduire l'arrivée de migrants et expulser les déboutés du droit d'asile.

Les moustiques *Aedes aegypti* (photo) et *Aedes albopictus* sont responsables de la transmission du virus zika, mais aussi de la dengue et du chikungunya.

PHOTO FELIPE DANA. AP



Virus zika: l'OMS piquée au vif

Urgence L'Organisation mondiale de la santé pourrait prendre des mesures pour contrer la plus grosse épidémie jamais connue, qui touche d'ores et déjà 25 pays.

Par
CHRISTIAN LOSSON

L'épidémie du virus zika constitue-t-elle «une urgence de santé publique mondiale»? C'est pour déterminer cela que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) réunit depuis lundi à huis clos son comité d'urgence, sous forme d'une conférence téléphonique. Une décision est attendue ce mardi ou mercredi, mais dès lundi soir l'organisation a décrété «une urgence de santé publique de portée mondiale».

D'où vient le virus zika ?

Le virus a été isolé la première fois en 1947 dans la forêt de Zika, en Ouganda, sur les bords du lac Victoria, parmi les singes rhésus par le biais d'un réseau de surveillance de la fièvre jaune selvatique. «On l'a ensuite identifié chez l'homme en 1952 en Ouganda et en République unie de Tanzanie», explique l'Organisation mondiale de la santé. Pendant de nombreuses années, seuls des cas sporadiques ont été détectés chez des humains en Afrique et en Asie du Sud.



nombreux dans le monde», dit Vincent Robert, notamment *Aedes aegypti*, dans les zones tropicales et subtropicales, et *Aedes albopictus*, capable d'hiberner et de survivre dans des milieux plus tempérés. «Ces moustiques véhiculent également d'autres arbovirus, comme la dengue et la chikungunya, rappelle Vincent Robert. L'*Aedes aegypti* est présent depuis plusieurs siècles aux Antilles et en Guyane. En métropole, seul l'*Aedes albopictus* est présent, on le surnomme moustique tigre en raison des rayures qui le couvrent.»

Le vecteur qui assure la majorité de la transmission de la maladie en Amérique latine est le moustique *Aedes aegypti*. «Seule la femelle pique, se nourrissant de façon intermittente et de préférence sur plusieurs personnes, précise l'OMS. Rassistée, il lui faut trois jours de repos avant de pondre ses œufs. Ceux-ci peuvent survivre jusqu'à un an sans eau. En présence d'eau - une quantité réduite d'eau stagnante suffit -, les œufs se transforment en larves, puis en moustiques adultes.» La meilleure prévention contre ces insectes et leurs gîtes larvaires consiste à se protéger contre les piqûres en portant des vêtements couvrants et des répulsifs (le moustique tigre pique surtout en début et en fin de journée), en installant des moustiquaires et en évitant de laisser des lieux de ponte, c'est-à-dire tout récipient contenant de l'eau stagnante: vases, matériel de jardin, pneus, flaques d'eau, piscines à l'abandon, etc (lire Libération du 30 janvier).

Quels sont les symptômes ?

«Les symptômes bénins des arboviroses habituelles transmises par des arthropodes suceurs de sang (moustiques, tiques) apparaissent quelques jours après la piqûre par le moustique infecté», estime Arnaud Fontanet. La plupart des sujets atteints présentent une fièvre légère et une éruption cutanée, parfois accompagnées «d'une conjonctivite, de douleurs musculaires et articulaires et de fatigue», note l'OMS. Les symptômes disparaissent généralement en deux à sept jours et peuvent être traités avec les médicaments courants contre la douleur et la fièvre, du repos et beaucoup d'eau. S'ils s'aggravent, il faut consulter un médecin. Mais «il n'y a pas, à ce jour, de preuve encore établie de la létalité du virus», dit Rodolphe Hamel, ingénieur en biologie moléculaire à l'IRD.

La première des deux complications associées au zika se traduit sous la forme de microcéphalies. «Il s'agit d'enfants qui ont un retard du développement du cerveau et naissent avec un crâne de petite taille, alors que leur mère a été infectée par le virus zika pendant la grossesse», rappelle Arnaud Fontanet. L'OMS considère que le lien entre virus et microcéphalie n'est pas encore avéré, mais il y a une forte suspicion alimentée par des informations qui convergent et s'accumulent. Les autorités sanitaires brésiliennes ont rappelé mercredi que 4180 cas suspects ont été dénombrés au Brésil, contre 147 confirmés en 2014.

Seconde complication: le syndrome de Guillain-Barré, une maladie auto-immune «qui touche les nerfs périphériques, peut entraîner des paralysies des membres et des complications respiratoires et avait touché 42 patients en Polyné-

sie en 2013 et 2014», estime Arnaud Fontanet, de l'Unité d'épidémiologie des maladies émergentes.

Comment traiter le virus ?

Il faut déjà commencer par le diagnostiquer par PCR (amplification en chaîne par polymérase) à partir d'échantillons sanguins. Le diagnostic clinique de l'infection est difficile à établir à cause des symptômes très proches de ceux de la dengue ou du chikungunya. Mais aussi en raison de réactions croisées des tests sérologiques avec les autres virus de la même famille, «des flavivirus, comme le virus de la dengue, du Nil occidental ou de la fièvre jaune», rappelle l'OMS.

Du coup, aujourd'hui, «les tests dont on dispose peuvent être de "faux positifs" en cas d'infection par la dengue ou le chikungunya dans des pays où les trois infections peuvent cocirculer, admet Arnaud Fontanet, de l'Institut Pasteur. On travaille donc à établir un test diagnostique simple et fiable, notamment pour les femmes enceintes.»

Sur le front des laboratoires, c'est déjà la course... à la communication. Mais «impossible de trouver un vaccin avant plusieurs années», note un expert de l'Institut Pasteur. Cela n'empêche pas un consortium, qui compte notamment la société pharmaceutique Inovio, d'évoquer une possibilité de vaccin à des fins d'urgence d'ici la fin de l'année. Hawaii Biotech assure avoir lancé un programme, à l'automne 2015, visant à tester un candidat vaccin. Et Replikin se prépare à des expériences sur des animaux. «Reste que si les femmes enceintes sont de plus en plus touchées, la mobilisation de l'industrie pharmaceutique va être rapide, et on devrait vite aller vers un vaccin car, contrairement à Ebola par exemple, zika appartient à une famille virale pour laquelle on dispose de l'un des meilleurs vaccins: la fièvre jaune», avance un expert.

Que reste-t-il à découvrir ?

«On ne sait pas encore beaucoup de choses sur le virus», admet Rodolphe Hamel, de l'Institut de recherche pour le développement. Des chercheurs de l'IRD au Gabon se sont penchés sur l'épidémie concomitante de dengue et de chikungunya qui a affecté 20 000 personnes en 2007 à Libreville, la capitale. «Des chercheurs ont analysé une seconde fois les échantillons sanguins prélevés il y a sept ans sur les malades, raconte Rodolphe Hamel. Résultat: de nombreux cas étaient dus au virus zika. Les habitants de Libreville ont été infectés par ce dernier avec la même fréquence que par les virus de la dengue ou du chikungunya. La capitale a donc connu en 2007 une épidémie concomitante de dengue, de chikungunya et de zika.» L'OMS pointe d'autres incertitudes. On manque de connaissances sur les caractéristiques «épidémiologiques du virus, par exemple période d'incubation, rôle des moustiques dans la transmission et extension géographique du virus». On ignore les interactions du virus «avec d'autres arbovirus, c'est-à-dire des virus transmis par le moustique, la tique et d'autres arthropodes, comme le virus de la dengue». Enfin, la communauté internationale doit rapidement mettre au point un laboratoire des «tests diagnostiques plus spécifiques pour zika afin de réduire les erreurs de diagnostic imputables à la présence de la dengue ou d'autres vi-

rus dans un échantillon». Et surtout, avancer sur les traitements et les vaccins.

Comment peut progresser l'épidémie ?

«On commence à mieux comprendre le déroulé», note Vincent Robert, de l'IRD. L'épidémie de chikungunya sur l'île de la Réunion, qui a tué 225 personnes et contaminé 260 000 habitants (le tiers de la population) a été «riche d'enseignements»: «Comme tout virus, il connaît une courbe classique de croissance exponentielle, très vive, surtout quand le virus est nouveau dans une zone donnée (comme zika en Amérique); puis un pic de densité, et une décrue survient sur le même mode d'autant qu'une fois le virus attrapé, la personne est immunisée.»

Les experts l'assurent tous: l'épidémie reste probablement en phase de croissance, même si un pic a peut-être été atteint au Brésil, du moins dans les Etats du nord du pays. Mais elle devrait continuer à se développer dans les autres pays sud-américains, aux Antilles et dans les Caraïbes. Quant à l'Europe, et notamment les Etats du Sud et la France, il y aura vraisemblablement des cas autochtones, s'accordent à dire les experts sanitaires. A ce jour, néanmoins, tous les patients détectés sont des cas «d'importation».

Reste une autre question: l'impact de la mondialisation et du changement climatique. *Aedes aegypti* se reproduit dans les eaux stagnantes. Or, constate l'OMS, les «sécheresses prononcées, inondations, pluies torrentielles et élévation de la température sont autant d'effets connus du phénomène el Niño - un réchauffement de la partie centrale et orientale de l'océan Pacifique tropical» qui facilitent le développement des moustiques. «On peut s'attendre à une prolifération des moustiques à la suite du nombre croissant de gîtes larvaires favorables», prévient-elle. ◆

«Une quarantaine de cas cliniquement documentés, tout ou plus, la preuve que l'on n'avait pas identifié de problème», dit Vincent Robert, entomologiste médical à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). «La première épidémie chez l'homme remonte à 2007, où 73% des habitants des îles Yap, en Micronésie, avaient été infectés», rappelle Arnaud

DECRYPTAGE

Fontanet, directeur de l'Unité d'épidémiologie des maladies émergentes à l'Institut Pasteur de Paris. Soit environ 5000 cas. Une deuxième épidémie a eu lieu, en 2013-2014, en Polynésie française, où elle a fait 55 000 malades. Dans la très grande majorité des cas, les manifestations cliniques de l'infection avaient été bénignes. Puis en mars 2015, l'épidémie est réapparue en Amérique latine, au Brésil, où 1,5 million de personnes seraient touchées, selon l'OMS. Soit l'épidémie la plus importante jamais connue puisqu'elle frappe à ce jour près de vingt-cinq pays.

Comment se transmet-il ?

Le zika est un virus transmis à l'homme par les moustiques du genre *Aedes*, «très



MARDI POLITIQUE

Myriam
EL-KHOMRI

Ministre du Travail

En direct à 18h10 sur RFI - Paris 89FM
et en vidéo sur rfi.fr, france24.com
et liberation.fr



Thierry Solère, 44 ans, député des Hauts-de-Seine et conseiller régional d'Ile-de-France, vendredi, à Paris.

Primaires LR LE SYSTÈME SOLÈRE

Par
ALAIN AUFRAY
Photo **FRÉDÉRIC STUCIN**

C'est un métier à haut risque: chef mécanicien de la primaire de la droite et du centre. Il est celui qui met de l'huile dans les fragiles rouages de cette complexe machine. Si ça dérape, il sait qu'on lui fera payer. Cher. Omniprésent aux micros des matinales et sur les chaînes d'information continue, dans les talk-shows de fin de soirée, le député des Hauts-de-Seine Thierry Solère aura été, en 2015, le plus interviewé des leaders de sa famille politique. Voilà un record qui en agace plus d'un chez Les Républicains (LR).

«Il sera ministre». Les agacés vont devoir prendre leur mal en patience. Car ce sera sans doute pire en 2016, année politique largement dominée par la campagne en vue de l'élection primaire des 20 et 27 novembre. En tant que président du comité d'organisation, Solère a de bonnes chances de se trouver en première ligne, pour le meilleur ou pour le pire, dans le rôle du Monsieur Loyal de la droite. Circonstance aggravante, il habite Boulogne-Billancourt, à deux pas de TFI, France Télévisions, BFM TV et i-Télé. Cela fait de lui un très bon client, susceptible d'accepter, au débotté, de faire un saut en studio après dîner. Jeudi, après avoir enregistré son deuxième *On n'est pas couché* avec Ruquier, il célébrait, dans un gymnase de Boulogne, sa cérémonie des vœux accompagné d'Alain Juppé et de Bruno Le Maire. «Vous verrez, il sera ministre», glisse à *Libération*, d'un ton expert, un des quelque 300 invités. A la tribune, les deux poids lourds paraissent bien frères au côté du colossal Solère, un gabarit de rugbyman. Il se paie le luxe d'excuser deux autres candidats à la primaire, Nicolas Sarkozy et François Fillon, invités eux aussi. «Ils sont occupés l'un et l'autre», explique-t-il, suggérant donc qu'il aurait très bien pu faire monter sur l'estrade un ex-chef de l'Etat et deux anciens Premiers ministres. «Je suis rond mais carré», explique à qui veut l'entendre ce quadragénaire consensuel, aussi jovial qu'ambitieux, récemment promu président du groupe Les Répu-

blicains au conseil régional d'Ile-de-France. A elle seule, sa fulgurante ascension est une illustration de la conversion de la droite à la logique de la primaire. Elle démontre aussi, par voie de conséquence, l'affaiblissement du parti dont la «refondation» n'aura pas permis à Sarkozy de s'imposer comme le candidat naturel à la prochaine élection présidentielle. Indépendant du parti, politiquement et financièrement, le comité d'organisation et son président n'ont de comptes à rendre qu'à la haute autorité chargée de contrôler le bon fonctionnement de la primaire. Présidée par la professeure de droit constitutionnel Anne Levade, rédactrice pointilleuse de la «charte de la primaire», cette autorité est composée de juristes de haut niveau, non-membres de LR, cooptés par les candidats potentiels au scrutin des 20 et 27 novembre.

C'est à cet aréopage que Thierry Solère proposera ce mercredi, au nom du comité d'organisation, la liste des cent personnalités choisies pour préparer la primaire dans tous les départements. La tâche est lourde: il s'agit de réserver les bureaux de votes (plus de 300 à Paris, plus de 200 dans les Alpes-Maritimes) et de recruter les volontaires qui seront chargés de surveiller les opérations. Au total, il faudra réserver 10 337 bureaux et mobiliser pour deux dimanches une armée de près de 60 000 militants et sympathisants. Le plus souvent maires ou parlementaires, les responsables départementaux ont été choisis parmi les grands élus. Mais Thierry Solère a exclu d'office les secrétaires départementaux de LR. Nommés par Nicolas Sarkozy, président du parti mais aussi notoirement candidat à la primaire, ils n'offrent pas, aux yeux de la haute autorité, les garanties d'impartialité suffisantes. En dépit des réserves de l'ancien chef de l'Etat sur le sujet, c'est donc bien une autorité indépendante qui a la main sur l'organisation de la primaire. Début mars, Anne Levade et Thierry Solère réuniront à Paris tous les présidents des comités d'organisation départementaux pour leur donner leur feuille de route. Un rendez-vous qui pourrait faire de l'ombre à la prochaine réunion du nouveau conseil national de LR (le Parlement du parti), renouvelé samedi dans une relative indifférence.

«Je ne suis pas un juge impartial, je suis un homme politique. J'ai donc des préférences, comme tous les membres du comité.»

THIERRY SOLÈRE

Droite Cet ambitieux quadra, proche de Bruno Le Maire et jusqu'alors peu connu, a décroché un rôle clé: s'assurer de la bonne tenue de l'élection de novembre.

Le 1^{er} décembre 2014, la nomination de Solère à la présidence du comité d'organisation avait été la première conséquence de la contre-performance de Nicolas Sarkozy lors de l'élection à la présidence de l'UMP. Alors qu'on lui proposait un score brejnevien, l'ex-chef de l'Etat avait dû se contenter, le 30 novembre 2014, de 64,5% des suffrages. Contre toute attente, près de 30% des adhérents du parti lui avaient préféré son jeune rival Bruno Le Maire. Le lendemain, le président élu s'était empressé d'offrir à son challenger le poste de numéro 2. «Je ne veux rien», avait répondu Le Maire. Rien d'autre que la création immédiate d'un comité indépendant chargé d'organiser la primaire. Sarkozy n'était pas emballé. Il avait d'autres priorités. L'année 2015 devait être celle de la fondation d'un «grand rassemblement», capable de transcender les vieux clivages partisans et de préparer l'alternance de 2017 sous son autorité.

Culot. Mais Bruno Le Maire avait insisté. Pour solde de tout compte, il avait donc proposé à Sarkozy la nomination de Thierry Solère. Et là, miracle, Solère a fait consensus.

Sarkozy a accepté sans hésiter. Solère n'était-il pas un ami de la famille? Elu des Hauts-de-Seine, il a été très proche de Jean Sarkozy. Il fut même, en 2009, l'un des plus zélés défenseurs de son indéfendable candidature à la présidence de l'Etablissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (Epad). Alain Juppé et François Fillon n'avaient, eux non plus, rien contre cette nomination. Le premier apprécie ce jeune député qui se trouve être l'ami de plusieurs de ses proches: son ancien directeur adjoint à Matignon Pierre-Mathieu Duhamel et son actuel porte-parole, le député et maire du Havre Edouard Philippe. Quant à Fillon, il n'a pas oublié ce jeune militant de Boulogne-Billancourt qui avait eu le culot de faire dissidence en 2012 pour battre aux législatives le ministre de l'Intérieur Claude Guéant, parachuté par l'UMP. Un gage d'indépendance vis-à-vis de Nicolas Sarkozy. Quand il donne satisfaction à Le Maire, Sarkozy n'imagine pas que cette primaire prendra l'importance qu'elle a aujourd'hui. Son élection à la tête du parti devait lui donner un avantage décisif. Fin 2014, il expliquait à qui voulait l'entendre qu'il était désormais «sur l'autoroute» et que ceux qui n'avaient pas su le freiner quand il était «sur la bretelle» pouvaient faire le deuil de leurs ambitions. Un an plus tard, embourbé sur l'autoroute, Sarkozy compte sur son livre pour repartir de l'avant. Comme tous les candidats à la primaire, il s'est fait représenter au «groupe Solère» par deux de ses proches, Brice Hortefeux et Luc Chatel, qui n'ont pas été particulièrement assidus. Se jugeant maltraité et méprisé, le «petit» candidat Hervé Mariton a mis en doute l'impartialité du lemaïriste Solère. «Je ne suis pas un juge impartial, je suis un homme politique. J'ai donc des préférences. Comme tous les membres du comité d'organisation. C'est pourquoi nous avons au-dessus de nous une haute autorité indépendante», récite Thierry Solère inlassablement. Solère tient à rendre justice à l'ancien chef de l'Etat qui n'a, assure-t-il, «rien fait pour empêcher l'organisation d'une primaire irréprochable». Tout juste reconnaît-il que les choses ont un peu traîné quand il s'est agi d'avancer à la haute autorité les 5 millions d'euros qui lui permettent de préparer l'élection. «Qui paie décide», rappelle souvent Sarkozy. Thierry Solère aura pesé de tout son poids pour que celui qui décide ne soit pas le chef de LR. ◀










LA PAROLE EST AU GARDE DES SCEAUX

Un film de Joseph Beaugard - Ecrit avec Laurent Greilsamer

14 ministres de la Justice témoignent.

Avec la participation exceptionnelle de :

Robert Badinter - Alain Chalon - Henri Nallet
Michel Vauzelle - Pierre Méhaignerie
Jacques Toubon - Elisabeth Guigou
Marylise Lebranchu - Dominique Perben
Pascal Clément - Rachida Dati - Michèle Allot-Marie
Michel Mercier - Christiane Taubira

ACTUELLEMENT EN DVD
www.boutique.ina.fr

Egalement en VOD
sur ina.fr et iTunes





Benoît Violier, étoile



Benoît Violier dans son restaurant l'Hôtel de Ville, à Crissier, en Suisse, mercredi.

Disparition Le grand cuisinier franco-suisse de l'Hôtel de Ville de Crissier, près de Lausanne, a été retrouvé mort chez lui dimanche. La police privilégie l'hypothèse du suicide. «Libération» l'avait rencontré trois jours plus tôt.

Par
ELVIRE VON BARDELEBEN
Photo **ANNA PIZZOLANTE**

Sympathique, pragmatique, content. Ce sont les trois adjectifs qu'on a notés pour caractériser Benoît Violier lorsqu'on l'a interviewé, jeudi dernier, dans son enseigne de la banlieue de Lausanne, en Suisse. La rencontre avait été motivée par son ascension, fulgurante, dans le monde de la haute gastronomie. Décoré de trois étoiles depuis qu'il avait repris le restaurant l'Hôtel de Ville, en 2012, et sacré chef de l'année par le Gault & Millau en 2013, le Franco-Suisse avait encore été récompensé en décembre, quand «La Liste» établie à l'initiative du ministère des Af-

fares étrangères avait classé son restaurant numéro 1, «le meilleur du monde». A 45 ans, Benoît Violier avait atteint le sommet, et il rayonnait.

«MAÎTRISÉ, RELAX, SÉRIEUX»

Dimanche soir, pourtant, on apprenait que la police avait découvert à son domicile son corps sans vie. «L'intéressé aurait mis fin à ses jours à l'aide d'une arme à feu», a indiqué la police cantonale vaudoise – une instruction pénale a été ouverte afin d'établir les circonstances exactes du décès. L'annonce du suicide d'un jeune chef brillant est toujours choquante; après cette rencontre enjouée, elle devenait stupéfiante. D'autant qu'à la différence de Bernard Loiseau, dont le geste, en 2003, pouvait

filante



s'expliquer par les difficultés financières et la perte d'une étoile, aucun nuage ne planait sur la tête de Violier, qui semblait aussi protégé du burn-out par le cocoon qu'il s'était créé: les murs du restaurant lui appartenaient, il travaillait avec sa femme (française), avait un fils de 12 ans. «Comme pour ses proches, ses collaborateurs, ses clients, la surprise est totale, témoigne au téléphone l'éditeur de Benoît Violier, Pierre-Marcel Favre, qui vient de passer six ans à travailler avec lui sur une encyclopédie consacrée au gibier à plumes. Il était maîtrisé, relax, sérieux, avait plein de projets en cours, des rendez-vous. Personne ne comprend.» L'éditeur écarte l'hypothèse de l'accident, invraisemblable de la part d'un chasseur aguerri, ainsi que celle de

l'agression, tout aussi fantaisiste, et contre laquelle Benoît Violier, en possession de fusils, aurait pu se défendre.

Retour en arrière, jeudi 28 janvier 2016. A 9 h 30 précises, Benoît Violier apparaissait dans le fumoir de son restaurant, à Crissier, dans la banlieue de Lausanne, un petit village dans une zone semi-industrielle, près d'une sortie d'autoroute. «Frédé Girardet [chef de l'Hôtel de Ville de 1965 à 1997, ndr] me disait toujours: "Tu sais, les gens ne viendront pas pour la vue sur la mer!"» rigolait Benoît Violier. Œil vif, débit de parole rapide, silhouette athlétique, blouson sans manches sur l'uniforme blanc, Violier ne faisait pas son âge, même s'il plaisait sur ses cheveux blancs et ses lunettes.

Benjamin d'une famille de sept enfants, il avait grandi en milieu rural en Charente-Maritime. Ses parents étaient viticulteurs, sa mère venait d'une famille d'ostréiculteurs. De cette époque, il avait gardé un goût pour le «bien manger» et une cicatrice, quand une bouteille de pétillant qu'il était en train de ranger dans un casier lui avait explosé au visage et avait failli lui coûter la vie. Hormis cet incident, il évoquait «une belle enfance», rythmée par «les deux grandes sorties de l'année, l'ouverture de la chasse et de la pêche». Travailleur, sérieux, Benoît Violier avait complété sa formation de cuisinier par un CAP pâtisserie. Toute la suite de son parcours a été structurée par deux constantes: son engagement chez les Compagnons, qui l'a poussé à tenter toutes sortes de concours, notamment celui de Meilleur Ouvrier de France remporté en 2000. Et une relation filiale avec les chefs qui l'ont formé, en particulier son prédécesseur à Crissier, Philippe Rochat, décédé accidentellement en 2015.

Benoît Violier est arrivé au restaurant de l'Hôtel de Ville il y a tout juste vingt ans, en tant que chef de partie. A l'époque, la légende suisse d'envergure internationale Frédy Girardet est aux manettes. «Vous lui présentiez une assiette quasiment en vous excusant. Frédy disait: "Tu sais ce qu'il faut changer?" On tremblait en répondant "non". Et il répondait: "rien", puis nous mettait la main amicalement sur la joue», se souvenait Benoît Violier. Pour lui, cette dureté était constitutive d'une époque où le métier de cuisinier consistait aussi en des tâches ingrates qui n'existent plus dans les «cuisines de rêve» actuelles. Il y a trois ans, il avait d'ailleurs refait la sienne, lumineuse et spacieuse, ainsi que la salle. Il aimait la faire visiter, présenter son équipe, et sa femme, qui s'occupait de l'accueil. «Frédy Girardet m'avait surpris par son respect pour ses collaborateurs, qu'il appelait tous par leur prénom. J'essaie de préserver ça», expliquait Violier. En 1997, Girardet avait cédé la place à son second, Philippe Rochat. Benoît Violier lui avait succédé en 2012.

A Crissier, Violier avait mis au point une cuisine impeccable, légère et parfaitement maîtrisée, mettant en avant le terroir suisse romand et ses vieilles amours, l'ostréiculture, la pêche et la chasse. Jeudi dernier, on a goûté à deux plats somptueux, notamment grâce au travail sur les sauces: un turbot sauvage aux oranges Maltaises et un filet de bœuf aux baies rouges. Sensible aux compliments qu'on pouvait émettre sur ses plats, Benoît Violier avait l'air moins ému par les décorations officielles. Sur le site de son restaurant, ses trois étoiles ne sont pas mises en avant. Il disait se perdre dans tous les classements existants, ne portait aucun jugement négatif sur le «50 Best», pourtant souvent critiqué par les chefs n'en faisant pas partie (c'est le cas de Violier, dont le côté bon élève modeste n'a pas dû séduire les votants). Il n'avait jamais entendu parler de La Liste du ministère des Affaires étrangères avant que l'AFP ne le mette au courant. «Je ne voulais pas me rendre à la cérémonie de remise de prix, j'avais prévu de changer ma carte ce jour-là», racontait-il, amusé, avant de conclure: «Ce qui importe, c'est que les clients reviennent.»

CÔTÉ VILLAGE

Ces temps-ci, il fallait compter environ trois mois d'attente pour avoir une réservation. Le restaurant ayant à juste titre la réputation d'être une excellente table, conviviale, pas bling-bling, «la seule au monde où Sharon Stone peut venir sans garde du corps», racontait Violier, ironisant sur le côté village. Outre quelques people (Stanislas Wawrinka, Gerhard Schröder, le roi d'Espagne...), il pouvait compter sur ses fidèles, des Suisses essentiellement. Quand on complimenterait le chef sur sa réussite, il répondait: «Espérons que ça dure. Avec 54 employés, ce n'est pas tant que ça, trois mois de sursis. Il faut toujours rester concentré.» Louis Villeneuve, le maître d'hôtel depuis quarante ans, ne semblait pas s'inquiéter: «Ça fait bientôt quatre ans qu'il est ici, quatre ans que la maison marche bien, qu'il gagne tous les concours, la reconnaissance. Il a assaini la gestion, a engagé du personnel. Les gens travaillent moins mais mieux.» Violier a décliné beaucoup de propositions d'ouvrir ailleurs. «Avoir huit restaurants, Robuchon ou Ducasse font déjà ça très bien. Il faut faire ce qu'on aime. Moi, j'aime voir mes clients, être sur le terrain. Mon tour de salle dure une heure trente.» Ne risquait-il pas de s'ennuyer ici, en Suisse? La question l'avait fait rire, il évoquait les cartes à réinventer sans cesse en fonction des saisons, les concours («En un an et demi, avec l'équipe, on en a fait treize, on les a tous gagnés») et, évidemment, sa somme, le livre sur le gibier à plumes, une vraie encyclopédie du chasseur de plus de mille pages sur laquelle il avait planché six

ans et qui l'avait ému aux larmes quand il l'avait tenue dans les bras. Il n'envisageait pas de rentrer en France, était bien «ici, dans sa vie de campagne, où [il] promenait [son] chien l'après-midi dans les bois». Il avait obtenu la nationalité suisse, se sentait suisse, retournait deux fois par an sur ses terres natales, où il chassait avec ses frères l'hiver et se reposait l'été. Il avait un projet de livre avec son maître d'hôtel sur «le beau geste». Récemment, il s'était mis à la

«Avoir huit restaurants, Robuchon ou Ducasse font déjà ça très bien. Il faut faire ce qu'on aime. Moi, j'aime voir mes clients, être sur le terrain.»

BENOÎT VIOLIER jeudi

photo animalière et n'excluait pas de troquer la chasse pour la photo. «C'est une évolution normale dans la vie d'un chasseur, qui vit avec cette contradiction, de chasser ce qu'il aime.» Très attaché à la transmission, Benoît Violier envisageait de donner des cours, répétait que «le goût s'apprend». «La stigmatisation de notre profession va trop loin. La télé fait croire aux gamins qu'en trois mois, ils seront une star. Etre cuisinier, c'est toute une vie.»

Les informés de France Info

Une émission
de Jean-Mathieu Pernin,
du lundi au vendredi,
de 20h à 21h
Chaque mardi avec

Libération



Cyclisme
Une jeune Belge est soupçonnée d'avoir eu à disposition un moteur électrique lors des Mondiaux espoirs de cyclo-cross. Une pratique depuis longtemps pressentie, mais encore jamais avérée.



Femke Van den Driessche, samedi, à Heusden-Zolder (Belgique), lors des championnats du monde espoirs de cyclo-cross.

VELO

L'ampère

du mal

Par
PIERRE CARREY

Pour la première fois dans l'histoire du cyclisme, un vélo équipé d'un moteur électrique a été découvert dans le cadre d'une compétition officielle, les championnats du monde de cyclo-cross, disputés ce week-end à Heusden-Zolder (Belgique). L'athlète concernée, la Belge Femke Van den Driessche, 19 ans, n'a pas utilisé cette machine pendant la course, mais elle s'apprêtait peut-être à le faire, puisque le vélo incriminé a été prélevé dans la zone de dépannage technique et que les changements de vélos sont fréquents dans cette discipline.

Ce pourrait être le début d'un immense «scandale», comme le déplore le sélectionneur national belge. «Une nouvelle affaire Festina», comme l'écrit le journal *L'Equipe*? Sur la forme, c'est loin d'être acquis, car la culpabilité de l'athlète n'est toujours pas démontrée. Mais sur le fond, les soupçons sont confirmés qu'il existe un procédé de triche mécanique, qui aurait pu être déployé par exemple sur le Tour de France. Les premières rumeurs sur le «vélo à moteur» remontent à avril 2010, lorsque le

Suisse Fabian Cancellara remporte le Tour des Flandres et Paris-Roubaix. Au soir de «l'Enfer du Nord», un coureur de l'équipe Cofidis confia à un photographe que le champion suisse émettait un mystérieux bruit électrique pendant l'épreuve. Quelques jours plus tard, la télé publique italienne révèle qu'Istvan Varjas, un ingénieur hongrois, a conçu des prototypes munis d'un pédalier tournant tout

RÉCIT

seul, sur simple commande au guidon. A la lumière de ce scoop, les vidéos de Cancellara sont disséquées. Les images sèment le trouble: cadence de pédalage très élevée, supériorité criante sur l'adversité et utilisation de bicyclettes multiples, remises au coureur par son encadrement en divers points du parcours. Le Suisse a toujours refusé de s'expliquer sur cette histoire.

TABLETTE OU SCANNER

Depuis, le monde du cyclisme s'agite de rumeurs. Lance Armstrong aurait-il bénéficié de ce stratagème, en plus du dopage chimique? D'après la chronologie, c'est possible: l'inventeur hongrois a développé ses vélos dès 1998 et les a perfectionnés à partir de 2004, soit pendant le règne de l'Américain sur la Grande Boucle



PHOTO Y. JANSSENS. BELGA. ICON SPORT

(1999-2005). En 2015, les allégations se font à voix haute. L'ancien champion du monde italien Mario Cipollini émet des doutes sur l'Espagnol Alberto Contador, qui changeait lui aussi souvent de vélo pendant le Tour d'Italie. Puis c'est Chris Froome qui est soupçonné pendant le Tour de France : dominateur de l'étape de la Pierre-Saint-Martin, dans les Pyrénées, le Britannique semble s'émousser lorsque l'Union cycliste internationale (UCI) dépêche des contrôleurs sur la course. Coïncidence ?

La saisie ce week-end d'un vélo interdit renforce les soupçons et confirme que l'UCI prend l'affaire au sérieux. Commentaire d'un de ses responsables : « *Attraper une athlète belge en Belgique, c'est la preuve que le système de détection fonctionne.* » « *Le message envoyé aux tricheurs, c'est qu'on les attrapera tôt ou tard,* » se félicite le président de l'UCI, Brian Cookson. Le Britannique se dit par ailleurs persuadé que le vélo à moteur a déjà fait partie de l'arsenal de la triche par le passé...

Si l'instance internationale refuse de dire comment les contrôles sont opérés ni combien elle en pratique, il semblerait qu'elle utilise un détecteur de champ magnétique, sur une tablette tactile. Une méthode

de test moins chère et encombrante que la précédente, à l'aide d'un scanner. Ainsi, les contrôles, encore trop rares, pourraient se généraliser dans le cyclisme.

Mais l'affaire de Heusden-Zolder, loin d'être une victoire, soulève d'autres questions. Le vélo intercepté est conforme au modèle fabriqué par Istvan Varjas : câbles électriques cachés sous la selle, moteur dans le pédalier. En 2010, l'ingénieur affirmait qu'un tel engin offrait un gain de puissance colossal, évalué à 600 watts, pour un prix de vente de 100 000 à 120 000 euros, évidemment à destination de clients secrets. Or, des sources affirmaient à *Libération* avant le Tour de France 2015 que la triche mécanique avait changé de nature, se fixant désormais sur les roues, qui seraient animées par un champ magnétique. L'UCI est-elle capable de déceler avec précision ce nouveau montage ?

«CE N'EST PAS MON VÉLO»

Autre problème dans le «dopage technologique» : l'application des sanctions. Depuis le 1^{er} janvier 2015, le règlement de la fédération cycliste internationale prévoit une suspension de six mois minimum et une amende de 18 000 à 180 000 euros. L'équipe de l'athlète confondu risque également de lourdes pénalités. Mais dans le cas de Femke Van den Driessche, la fédération belge a annoncé qu'elle ne paierait pas. Le sélectionneur, Rudy De Bie, pointe d'autres responsabilités autour de «sa» cycliste : « *A cet âge-là, qui est-ce qui la guide ?* » La fraude technologique suppose en effet l'implication de plusieurs intervenants. Ce que l'UCI avançait entre 2010 et 2013 pour contester l'existence du vélo à moteur : le dispositif requiert le travail d'un ou plusieurs mécaniciens, et l'un d'eux aurait tôt ou tard vendu la mèche...

Quant à Femke Van den Driessche, elle nie les allégations : « *Je n'aurais jamais triché,* déclare-t-elle. *Ce n'est pas mon vélo.* » Selon sa version, la bicyclette saisie lui appartenait jusqu'à la fin 2015, puis elle l'a revendue à un ami. C'est lui qui aurait installé le matériel électrique, pour son usage personnel. S'entraînant sur le circuit du championnat du monde, il aurait ensuite laissé trainer la machine près du stand de Van den Driessche et un mécanicien l'aurait rangée par erreur dans la zone de dépannage. Si ce récit peut paraître étrange, il n'en demeure pas moins que la jeune athlète n'a pas employé le vélo frauduleux samedi et que rien ne prouve, pour l'instant, sa volonté de tricher. L'UCI est donc incapable de prononcer une sanction et poursuit son enquête.

En attendant le fin mot de l'histoire, en imaginant que, peut-être, les langues se délient sur un trafic de vélos à moteurs et d'autres cas de triche mécanique, l'affaire Van den Driessche fait grand bruit en Belgique. Comme pour Fabian Cancellara, des vidéos ressurgissent, où on voit la cycliste monter une côte à vive allure le 1^{er} novembre, à Audenarde (Belgique) ; une performance sérieuse, mais pas franchement accablante.

Lundi, le quotidien *Het Laatste Nieuws* consacrait quatre pages au feuilleton, rappelant que le grand frère de Femke Van den Driessche, 22 ans, lui-même cyclo-crossman, a été suspendu pour dopage. Le dénommé Niels est également inquiété pour un délit dans une animalerie, avec son père, en février 2015 : les deux hommes auraient dérobé plusieurs canaris. Une nouvelle preuve que le cyclisme comporte de drôles d'oiseaux. ◀

TRICHES ET ASTUCES



Fred Lorz en 1904. PHOTO DR

Marathon

L'épreuve à la base de l'olympisme fournit moult exemples de filouteries. Aux JO de Saint-Louis (1904), le vainqueur, Fred Lorz, effectue une partie des 42,195 km en voiture. Un classique. Les marathons fourmillent d'histoires de raccourcis ou de coureurs surgis dans les ultimes kilomètres. Quant à ces jumeaux qui s'étaient partagé la distance mais dont l'un était moustachu et pas l'autre, ils étaient ingénieux... mais cons.



Stefan Bellof en 1984. PHOTO ICON SPORT

Formule 1

Les sports mécaniques et la F1 en particulier sont un paradis pour les tricheurs. L'équipe Tyrrell, en 1983-1984, alignait ainsi des voitures plus légères que ne l'exigeait le règlement. A la fin de chaque GP, les mécanos remplissaient le réservoir de billes de plomb pour que leur voiture fasse le poids minimum.



Kim Christensen en 2008. PHOTO IMAGO

Football

Kim Christensen, gardien de l'IFK Göteborg, avait plusieurs fois réduit la largeur de ses buts d'une vingtaine de centimètres en rapprochant les poteaux. Il fut démasqué en 2009 mais pas sanctionné : les règlements n'avaient pas imaginé cette fraude.



Tom Williams et les Harlequins en 2009. PHOTO DAVE WINTER. ICON SPORT

Rugby

Que faire quand, coach, vous avez effectué tous vos changements et que vous n'avez plus un buteur fiable sur le pré ? Profiter du règlement qui autorise un remplacement temporaire en cas de saignement. Aucun de vos joueurs ne saigne, qu'à cela ne tienne, qu'il croque une capsule de faux sang. Une supercherie testée par les Harlequins de Londres en 2009. Découverte et lourdement sanctionnée.

Basket

Une version très «olé olé» du pays des aveugles où les borgnes seraient rois. Aux JO de Sydney, en 2000, les basketteurs paralympiques espagnols remportent l'or. La presse célèbre leur succès à la grande surprise de certains proches des membres de l'équipe qui ignoraient qu'ils furent handicapés mentaux. De fait, ils ne l'étaient pas. Un journaliste infiltré au sein de l'équipe confirmera le scandale suggérant que le même subterfuge a pu être utilisé en athlétisme, au ping-pong ou en natation. Conséquence : pas d'épreuves olympiques pour déficients mentaux à Athènes (2004) ou Pékin (2008).



Onischenko en 1976. BETTMAN. CORBIS

Pentathlon

Aux JO de Montréal, en 1976, Boris Onischenko, capitaine de l'équipe russe de pentathlon, avait trafiqué son fleuret, dissimulant un interrupteur dans sa poignée lui permettant d'actionner la lampe signalant qu'il a touché son adversaire.

IDÉES/

Laïcité : au-delà des croyances

Cessons de réduire la loi de 1905 à la seule neutralité

Les débats que la loi de séparation des Eglises et de l'Etat a suscités au moment de sa conception montrent que la neutralité de l'Etat est au service de la liberté de conscience, notamment religieuse.

La polémique née autour de l'Observatoire de la laïcité (1) est symptomatique de l'évolution conceptuelle, récente et dangereuse, du principe de laïcité. Ce principe, que l'on appréhendera ici exclusivement dans sa dimension juridique, repose sur deux piliers : d'une part, la neutralité de l'Etat (et plus largement de toutes les personnes publiques) ; d'autre part, la liberté de conscience et ses multiples facettes (dont la liberté religieuse et la liberté d'expression religieuse). Le principe de neutralité est proclamé à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat, aux termes duquel « la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ». Il constitue ce que l'on appelle parfois la dimension négative de la laïcité, dans le sens où il impose à l'Etat et aux personnes publiques une stricte abstention en matière religieuse. Les organes et institutions qui les incarnent et les représentent ne peuvent adhérer à une quelconque option spirituelle et doivent s'abstenir de procéder à des discriminations en matière religieuse. Quels sont la portée et le fondement de ce principe de neutralité ? Comme la lecture de l'article 2 de la loi le laisse entendre,

ce principe est source d'obligations uniques pour « la République », c'est-à-dire pour l'Etat et les pouvoirs publics, obligations dont l'objet est – notamment – de garantir l'effectivité de la liberté de conscience des individus. A cet égard, la lecture des débats parlementaires entourant la discussion de la loi de séparation est éclairante. Le 12 avril 1905, à la Chambre des députés, le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, déclarait : « Il est très exact que dans le projet présenté par le gouvernement, on a introduit cette formule que "l'Etat ne reconnaît aucun culte" [...]. En employant cette expression, nous avons voulu, non pas affirmer une doctrine philosophique, mais simplement appliquer le principe de la liberté de conscience et proclamer la neutralité de l'Etat en matière confessionnelle. » Bienvenu-Martin soulignait ainsi le lien existant entre la neutralité de l'Etat et la liberté individuelle de conscience. Le principe de neutralité est en effet et avant tout, du point de vue juridique, un principe de liberté : si la République « ne reconnaît aucun culte », c'est, d'une part, pour assurer l'indépendance (et donc la liberté, notamment en matière d'organisation interne) de chacun des cultes et, d'autre part, pour permettre à chaque individu de choisir librement de croire ou de ne pas croire, d'adhérer ou de ne pas adhérer à des options spirituelles toutes théoriquement égales, dans la mesure où l'Etat n'en préfère, n'en impose, ni n'en persécute aucune. Pour le dire en un mot, le principe de neutralité, première composante du principe de laïcité, est au service de la liberté de conscience.

Or, ce rapport entre la neutralité et la liberté de conscience est, depuis une dizaine d'années, remis en cause par le glissement conceptuel qui affecte la notion de laïcité. Nourrie de crispations diverses, dont les premières sont apparues à l'occasion des affaires du port du voile dans certains établissements d'enseignement public à la fin des années 80, la nouvelle conception

de la laïcité (à laquelle le législateur a adhéré en 2004 en interdisant le port des signes d'appartenance religieuse aux usagers du service public de l'enseignement public), constitue en réalité une corruption absolue du principe. Cette évolution extrêmement préoccupante est le fruit d'un double mouvement : la confusion progressive du principe de laïcité avec la neutralité, d'une part, et l'extension progressive du champ d'application de ce principe de neutralité, d'autre part. La confusion du principe de laïcité avec la neutralité, aujourd'hui largement répandue, a pour conséquence d'amputer la laïcité de sa dimension libérale. Inexorablement, cette restriction conduit à opposer la laïcité et la liberté religieuse et à utiliser la première pour justifier juridiquement les restrictions apportées à la seconde : c'est la conception qui a prévalu lors de l'élaboration de la loi du 15 mars 2004, « encadrant [c'est-à-dire interdisant], en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics ».

Evidemment, si la laïcité est interprétée comme signifiant principalement – et parfois exclusivement – une neutralité largement entendue (neutralité de l'Etat et de l'administration, mais aussi de l'espace public, des espaces « semi-privés » ou « intermédiaires », voire des individus), elle est forcément menacée par l'expression de la liberté religieuse. Il est absolument indéniable que la laïcité, principe de séparation entre le politique et le religieux, signifie avant tout, sur le plan juridique, la neutralité de l'Etat. Pour autant, il est impossible d'assimiler la laïcité au seul concept de neutralité (surtout s'il est entendu de façon extensive, comme devant s'imposer à l'Etat et aux individus). En effet, si un Etat ne peut être laïque sans être neutre, il ne peut davantage être laïque s'il ne re-

connait et ne garantit pas la liberté de conscience et la liberté religieuse à ses sujets. Au même titre que la neutralité, la liberté de conscience et ses multiples ramifications sont donc consubstantielles au principe de laïcité, qui ne peut exister sans elles. C'est pourquoi, contrairement à ce que le discours dominant pourrait laisser entendre, le principe de laïcité ne peut servir de fondement juridique adéquat à la limitation de la liberté religieuse et le principe de neutralité ne peut devenir source de contraintes pour les individus. Sauf à corrompre profondément leur signification et leur portée libérale. ◀

(1) A lire sur Libération.fr : « Pourquoi les laïques de gauche se déchirent en public »

Par
ELINA LEMAIRE



Maitre de conférences en droit public à l'université de Bourgogne



Violemment réactivé par les attentats de 2015, le débat entre partisans d'une laïcité dite «ouverte» et ceux d'une laïcité dite «fermée» a refait surface en début d'année. Il y a deux semaines, une polémique secouait l'Observatoire de la laïcité. Des personnalités reprochaient à son président, Jean-Louis Bianco, de privilégier «les accommodements

irraisonnables et le repli communautariste au détriment de l'esprit d'une véritable République laïque.» Et Manuel Valls d'ajouter : «L'Observatoire de la laïcité ne peut pas être quelque chose qui dénature la réalité de cette laïcité.» Mais en fait, quelle est «cette réalité»? La loi de 1905 repose sur deux piliers : la neutralité de l'Etat et la liberté de

conscience, dimension souvent occultée, rappelle la juriste Elina Lemaire. Plus concrètement, Régis Debray et Didier Leschi proposent un «Guide pratique» afin de démenteler les litiges sur le terrain. Mercredi, une proposition de loi constitutionnelle est examinée au Sénat afin de rappeler l'importance du principe.

«Guide pratique» pour le respect mutuel

Dans «Laïcité au quotidien», qui vient de paraître, Régis Debray et Didier Leschi proposent, en 38 entrées, de dédramatiser ce qui reste avant tout un cadre juridique.

C'est un petit livre rouge qui tient dans la main. Avec une ambition à la fois démesurée et modeste : sortir, par l'examen de cas concrets, la laïcité de la guerre entre «laïcards» et partisans d'une laïcité «ouverte». Dans *La Laïcité au quotidien: guide pratique*, le philosophe Régis Debray et l'ancien préfet délégué à l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis, Didier Leschi, se sont donné pour mot d'ordre de «dédramatiser», on pourrait dire dépassionner, ce qui est avant tout un cadre juridique. Dénaturée, surinterprétée ou récupérée, la laïcité est devenue un mot écran au cœur d'une féroce bataille politique et sociétale. Régis Debray et Didier Leschi aspirent à s'en affranchir et préfèrent se pencher sur le «que faire?» plutôt que sur le «qu'en penser?». L'entreprise, quoique angélique, reste plutôt apaisante.

La laïcité est à leurs yeux un modus vivendi qui, tout en affirmant le droit de chacun de manifester ses croyances intimes en public, pose des limites indispensables à la paix civile.

Pour Didier Leschi, qui fut chef du bureau central des cultes au ministère de l'Intérieur de 2004 à 2008, «notre cadre juridique permet un traitement égalitaire des cultes. On a voulu montrer en historicisant l'exemple que la limite est la même pour tous». La méthode annoncée d'emblée se veut celle de Jules Ferry dans sa «Lettre aux instituteurs» (1883) : «Peu de formules, peu d'abstractions, beaucoup d'exemples pris sur le vif de la réalité.»

«**Accommodement**». En seulement 160 pages, ce guide pratique de 38 entrées, de A comme aumôneries à Z comme zèle, passe en revue le foulard, la cantine scolaire en passant par la jupe longue. Pour chaque cas litigieux, considérant le patrimoine juridique et historique, les auteurs

entendent «trancher». Conscients du risque de passer pour les pères Fouettard de la laïcité en édictant un code des bonnes manières, Régis Debray et Didier Leschi prennent la peine de préciser dans un court chapitre introductif : «Pas plus une machine de guerre contre telle ou telle confession qu'un perpétuel accommodement avec les faits accomplis, la laïcité n'est pas un sport de combat mais l'apprentissage d'un respect mutuel où l'on peut voir aussi une mesure de sûreté et une règle d'institution.»

Concorde. Le couple intellectuel-homme de terrain donne un mélange étonnant qui fonctionne plutôt bien. La plume érudite et souvent trop allusive de Régis Debray rencontre ici des considérations très pratiques. «Pour une laïcité fraternelle, deux barbecues valent mieux qu'un», afin de ne pas mélanger sur le gril la cuisson du porc avec d'autres viandes, car n'est halal ce qui n'a jamais touché du cochon. Sous

des formules parfois un peu niaisées telles que «Casser la croûte ensemble, au coute à coudre, reste le secret de bons moments de fraternité», Debray et Leschi s'efforcent, par leurs avis, de trouver les voies de la concorde civile. Ainsi, à la cantine, il est souhaitable d'avoir une alternative au carné, l'idée étant d'éviter un mode de classement des aliments marqués par le religieux. Sur l'interdiction du voile, Régis Debray qui, membre de la commission Stasi en 2004 était un ferme défenseur de l'interdiction du voile à l'école, ne prône pas

pour autant son interdiction à l'université. Les crèches de Noël? Oui sur la voie publique ou dans les Grands Magasins mais «discutable» dans les mairies : «La République n'a pas à fêter des fidèles.» Les cloches des églises doivent-elles partager l'espace sonore avec l'appel à la prière? Pas forcément. «La cloche du village ou de la ville est aujourd'hui perçue comme celle qui donne l'heure... Une exception pour l'Aïd, oui; l'exception devant la règle, non.» De même, pas question que soient institués des jours de fêtes supplémentaires pour l'Aïd el-Kébir et Kippour, cela ouvrirait la voie à d'autres réclamations. Pour ces chantres de la laïcité, si «l'histoire n'est pas un code», «la France a son passé» qu'il serait dangereux de récuser.

ANASTASIA VÉCRIN.



Rue des Carmes, à Orléans, en 2007. PHOTO MALIK NEJMI



Régis Debray et Didier Leschi
LA LAÏCITÉ AU QUOTIDIEN
Folio, 7,10 €.

IDÉES/

Un grand débat devant les Français, chiche!

Pour rester dans la logique de la primaire relayée par «Libération», il faut entamer le débat à gauche afin de clarifier les positions sur l'Europe, la croissance, la République... Et ainsi s'adresser à tous les Français et non plus seulement à nous-mêmes.

Libération a lancé, avec passion, l'idée d'une primaire pour répondre au besoin profond que chacun peut ressentir à gauche de retrouver une vision commune, de la clarifier, de la ressourcer. Nous ne confondons pas cet appel avec d'autres qui, pétris d'anti-hollandisme primaire, ne parviennent même pas à masquer l'absence de projet et de stratégie et n'aboutissent qu'à créer de l'exclusion et de la division.

Oui, c'est bien de débat et de clarification dont la gauche et notre pays ont besoin. Les idées doivent reprendre toute leur place, qui est première dans le champ politique, et reléguer au second rang le théâtre des ego, des petites phrases, des postures, des ressentiments, des règlements de comptes.

C'est pourquoi, nous, représentants du Pôle des réformateurs, souhaitons nous inscrire pleinement dans ce débat. Nous voulons débattre de tout avec tous, avec respect, écoute, compréhension et tolérance, et devant nos concitoyens. Car l'enjeu prioritaire n'est pas que la gauche se parle à elle-même, mais qu'elle sache parler aux Français.

Le débat est non seulement légitime, il est nécessaire pour recréer du lien entre tous ceux qui se reconnaissent dans un socle politique commun, pour progresser, pour assumer et changer le réel, bref pour gouverner ensemble. Car ce débat doit avoir en permanence le souci de l'action, traduire notre volonté de peser sur l'avenir du pays. Ainsi, il ne peut pas avoir comme seul but de niveler notre projet sur un plus petit dénominateur commun

– au mieux dans la bien-pensance, au pire dans la confusion – au détriment de notre créativité, de notre crédibilité, de notre utilité. Il est donc possible que nous constatons à l'issue de ce débat qu'il existe à gauche des divergences, que nous devons assumer, sur des sujets aussi centraux que notre rapport à la République, à la mondialisation, à l'Europe, etc.

Nous souhaitons ce débat, car il faut bien reconnaître que la gauche a de vraies difficultés aujourd'hui. Difficultés à assumer le poids des res-

ponsabilités, à s'inscrire pleinement dans les défis de la période, à convaincre que des réponses efficaces et conformes à ses valeurs existent face aux craintes et aux espoirs du peuple français.

Ce débat est urgent, la gauche n'avait pas suffisamment travaillé sur ses idées avant 2012, n'avait pas mesuré la gravité de la situation, n'avait pas arrêté de priorités, s'était trop souvent contentée de l'antisarkozysme comme boussole. Nous avons lourdement payé le prix de cette impréparation une fois arrivés aux responsabilités. C'est encore plus nécessaire aujourd'hui, car tout a changé par rapport à 2012. En 2015, la France est rentrée brutalement dans le XXI^e siècle. Nous vivons, en effet, une période marquée par la coïncidence de nombreuses ruptures, qu'il convient d'analyser pour pouvoir les traiter.

L'instabilité financière demeure, la crise économique perdure, l'ombre de la «stagnation séculaire» menace, et nous sommes peut-être rentrés dans un monde d'hyperprogress sans croissance, où les révolutions technologiques entraînent une désintermédiation lourde, une déflation structurelle et le développement considérable de nouvelles formes de travail indépendant au côté du salariat. Quelle doit être, dans ce contexte, la bonne réforme du marché du travail? Quelle est l'évolution souhaitable de notre modèle de croissance?

Le débat est nécessaire pour recréer du lien entre tous ceux qui se reconnaissent dans un socle politique commun, pour progresser, assumer et changer le réel, bref pour gouverner ensemble.

L'Europe se disloque sous nos yeux. Devant l'ampleur de cette crise, un débat focalisé sur les normes budgétaires paraît étriqué, décalé. En effet, malgré la mise en œuvre de dispositifs d'entraide et de supervision, la crise grecque démontre cruellement que ces partages de souveraineté et cette solidarité ne sont pas acquis et spontanés à l'échelle continentale. Plus durement encore, la crise des migrants, le retour en force des xénophobies et des populismes sur les différentes scènes politiques nationales, l'affaiblissement de Schengen, le fossé qui se creuse entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale mettent à mal le cœur du projet européen, c'est-à-dire la volonté de maîtriser ensemble notre destin collectif. Que peut-on proposer comme scénario de refondation européenne?

La guerre est aux portes de l'Europe. En Ukraine, des bruits de

bottes retentissent. Et la rive sud de la Méditerranée, notre «*mare nostrum*», est dans une situation éruptive de grande instabilité. Or, cette situation nous concerne directement, puisque ce sont nos proches voisins et que l'Europe fait face à un afflux de migrants et de réfugiés. Comment gérer cette crise? Quels outils volontaristes faut-il déployer pour éviter les ségrégations, les discriminations et faire vivre notre modèle universaliste et intégrateur?

Notre République, enfin, est en danger. Alors que nous la considérons depuis bien longtemps comme un fait acquis, comme allant de soi, elle est aujourd'hui agressée depuis l'extérieur et remise en cause, par des extrêmes, au plan intérieur. Comment réveiller la République, la défendre, la promouvoir, dans toutes les têtes, sur tous les territoires? Comment renforcer tout à la fois

la cohésion et la mobilité sociale dans un pays bloqué?

Saisis de vertiges face à l'ampleur de ces enjeux, on pourrait être tentés de se raccrocher plus fermement à nos croyances, d'asséner plus fermement nos dogmes, nos exégèses respectives de nos idéaux communs. C'est tout le contraire qu'il faut faire, si l'on veut avoir la moindre chance de mener un travail de conviction efficace auprès de nos concitoyens. Nous ne voulons pas fermer le débat, nous voulons l'ouvrir, devant les Français. Vive le débat!

POUR LE PÔLE DES RÉFORMATEURS
Jean-Marie Le Guen, Christophe Caresche, Yves Blein, Jean-David Ciot, Philippe Doucet, Sophie Errante, Anne-Christine Lang, François Patriat, Jean-Paul Planchou, Gilles Savary...

Tous les signataires sur www.poledesreformateurs.fr

L'ŒIL DE WILLEM





ÉCONOMIQUES

Par
ANNE-LAURE DELATTE
Chargée de recherches au CNRS,
Laboratoire EconomiX et à l'OFCE

Quand les Américains enterrent l'euro

Plutôt que de condamner la monnaie unique, les Etats-Unis devraient se rappeler la création du dollar et les crises qui ont traversé leur pays.

«L'euro est une expérience qui a échoué.» Il n'est pas rare d'entendre cette phrase sur le sol américain. Le premier à l'affirmer a été Martin Feldstein, professeur d'économie à l'université Harvard et ancien conseiller économique du président Ronald Reagan. Autres expressions habituelles : l'euro est «un cauchemar», «un piège», «un catalyseur d'extrémisme», «anti-démocratique», etc. Les Américains reprochent aux fondateurs de l'euro d'avoir fait fi des contin-

gences économiques dans les années 90 : on n'instaure pas une union monétaire comme ça ! Il y a une théorie pour cela, qui dresse la liste des bénéfices et des coûts à partager sa monnaie avec d'autres pays ; certes, tout le monde a droit à l'erreur, mais, depuis 2010, les Européens ont vraiment fait n'importe quoi : jamais d'accord entre eux, incohérents, ils ont dit tout et son contraire, ont mis des années à se réformer alors que les marchés grondaient. Ils n'ont que ce qu'ils méritent ! La

sortie de la Grèce n'est maintenant plus qu'une question de mois («Grexit»), puis, les Anglais voteront leur sortie de l'Union européenne («Brexit»), et alors les pays du Nord quitteront le navire. Tel est le pronostic américain (1).

Sauf que les conditions économiques n'étaient pas franchement réunies pour partager la même monnaie en 1792, quand le dollar fut adopté : chaque Etat s'était débrouillé jusque-là en émettant sa propre monnaie. Mais George Washington, Thomas Jefferson, Alexander Hamilton et les autres pères fondateurs pensaient qu'une même monnaie était une expression de souveraineté et scellerait l'unité nationale. Ce que les Américains (et nous avec) oublient, c'est que l'union monétaire américaine a été un parcours sinueux et accidenté.

Au printemps 1790, deux ans avant que le dollar ne soit adopté, les débats sur la manière de procéder ont été si terribles que l'union américaine a failli exploser. Ce que les Américains ont aussi oublié, c'est que le dollar tire son origine d'une crise de la dette publique : la guerre d'Indépendance contre les Anglais avait ruiné la plupart des Etats, qui étaient incapables de rembourser leurs dettes. Ainsi, à la fin de la guerre, en 1783,

l'Etat du Rhode Island effaçait une majorité de sa dette de façon unilatérale, ce qui entraîna un soulèvement de fermiers et créa un traumatisme chez les révolutionnaires.

En 1790, Alexander Hamilton, secrétaire d'un Trésor ruiné sous le premier gouvernement des Etats-Unis de George Washington, défend alors l'idée de transférer les dettes de tous les Etats au gouvernement fédéral. Autrement dit, il propose d'assumer toutes les dettes sous le parapluie du nouvel Etat américain. Thomas Jefferson, proche des fermiers du Middle West et fervent défenseur du droit des Etats, y est farouchement opposé car la solution donne trop de pouvoir au gouvernement fédéral. Les Etats non endettés s'y opposent également car ils ne voient pas pourquoi ils paieraient pour les autres. Alexander Hamilton trouve alors un moyen astucieux d'égaliser les coûts de la guerre d'Indépendance entre les Etats et de redistribuer des intérêts aux Etats créanciers. Le dollar est né ! C'est aussi à cette occasion que la capitale des Etats-Unis est transférée à Washington DC comme compromis d'Alexander Hamilton à Thomas Jefferson pour éloigner les Etats du Nord du pouvoir fédéral. Cette bataille va façonner

les divergences idéologiques entre démocrates et républicains pour les deux siècles à venir. Et les disputes ont encore été féroces pendant longtemps : l'union monétaire a explosé pendant la guerre de Sécession en trois zones et trois monnaies. En 1890, alors que le dollar avait été rétabli, les Etats du Sud et du Nord se sont écharpés sur les règles de conversion et l'étalon à adopter ; les Etats du Sud, majoritairement agricoles, avaient besoin d'une dévaluation pour relancer les exportations et les Etats du Nord y étaient opposés. Finalement, c'est la réponse à la Grande Dépression des années 30 et le Social Security Act de Franklin D. Roosevelt en 1935 qui complètent le dollar en instaurant des transferts fiscaux entre Etats de l'union. Aujourd'hui, le dollar est incontesté et irrévocable. L'union monétaire américaine n'a donc pas été un long fleuve tranquille. Elle est passée par des épisodes étonnamment proches de nos propres crises. Certes, les Européens n'ont pas cent cinquante ans pour compléter l'euro. Mais, contrairement aux Américains, ils savent contempler le passé et s'en inspirer pour leur avenir. Heureuse vertu. ◀

(1) Regard sur la question européenne, de Nouriel Roubini, Project Syndicate.



RÉ/JOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

La mélancolie du cochon breton

Monologue désabusé du goret préféré qui fait face à la baisse des cours, à la concurrence européenne, mais aussi au désamour écolo, bio et veggie.

Je suis le cochon breton et je ne me sens pas très bien. Pendant un demi-siècle, j'ai été le héros trivial et populaire des campagnes de l'Ouest profond. A petit pas entravés sur mes sabots vernissés, j'ai apporté le confort moderne et rempli les comptes d'épargne des paysans et les écuilles du Crédit agricole. Bien sûr, j'ai fait du dégât écologique aux alentours, mais il faut savoir ce que l'on veut.

Et voici que, tout à coup, je ne vaudrais plus rien ? Sur le pèse-personne du marché au cadran, mon kilo de bidoche cote tout juste un euro. Mes concurrents européens me taillent des croupières dans le jambonneau. J'ai beau truster la moitié des linéaires charcutiers du pays, j'ai le sentiment que la France me vomit. Mon avenir tourne en eau de boudin. Et mon moral se noie dans le ciel bas qui pèse comme un couvercle sur les cocottes véggiées. Je suis le cochon breton et, ces temps-ci, l'on me coiffe du bonnet rose

des révoltes porcines pour imiter les Bonnets rouges des environs qui ont réussi à avoir la peau de l'écotaxe.

Mascotte des jacqueries locales, je suis habitué à la manœuvre. Porcelet, on me lâche dans la cour des sous-préfectures. Truie qui doute, on m'amène mazouter les voies express et bloquer la circulation. Et avant que ma carcasse ne tremble, ce sont les cargaisons de salaisons importées qui brûlent sur les parkings des supermarchés.

Longtemps, j'ai tiré profit de ces stratégies d'intimidation, rituels réglés où le corporatisme et le poujadisme ne vont pas sans un sens achevé de la commedia dell'arte. Je couinais mon grouik grouik. Paris s'alarmait et Bruxelles accommodait les facilités. Mais la PAC n'est plus. La concurrence est pleine et entière, uniquement faussée par le dumping social et fiscal des pays voisins. Et c'est pourquoi je me retourne sur mon matelas en caillebotis, inquiet d'un avenir avarié.

Je suis le cochon breton et j'ai longtemps aimé d'amour tendre l'Union européenne aux mamelles abondantes. Bruxelles la fédérale me permettait de faire la nique à Paris la colbertiste, sans pour autant avoir à m'enkyster dans un indépendantisme microscopique. J'étais roux et rose, rond et mignon. Il n'y avait que la peau tendue de mon ventre replet qui comptait. Pour faire plaisir à ma marraine de guerre économique, je me disais chrétien-démocrate et social-rhénan.

Mais là, ça noircit à l'horizon et je ne vois venir aucune embellie. Les décideurs impuisants me prédisent la fin de l'embargo russe ou un retournement de conjoncture. Ils parlent même d'offrir des subventions à la reconversion de ceux qui m'élèvent comme ils peuvent. Je vis ça comme un abandon en rase campagne. D'autant qu'alentour, on ferme les abattoirs où je me rendais allègre et guilleret. Les élections approchant et Marine paradant, il me vient parfois l'envie de démontrer que tout est mauvais dans le cochon.

Je suis un porc pathétique qui sait qu'il a beaucoup à se faire pardonner. J'ai trop tardé à abjurer mes gloutonneries productivistes pour m'assurer la sympathie de ceux qui se mobilisent pour les requins mangeurs de surfeurs mais veulent me boxer le groin fouteur.

Il est vrai que j'ai crotté de tout mon lisier les rivières bretonnes et les mers en bordure. Avec les artichauts et les choux-fleurs, je suis le responsable de ces algues vertes qui empuantissent l'atmosphère et qui salopent les rias et les abers. J'ai bien essayé de donner des gages. J'ai arrêté de me gaver de farines animales ou d'antibiotiques. J'étais prêt à me remettre à manger des épiluchures, mais il était trop tard pour faire le ménage. D'autant que mes rivaux étrangers n'ont pas cédé à la même honte cannibale ni suivi la même détox pharmaceutique.

Longtemps, j'ai tiré profit des stratégies d'intimidation, rituels réglés où le corporatisme et le poujadisme ne vont pas sans un sens achevé de la commedia dell'arte. Je couinais mon grouik grouik. Paris s'alarmait et Bruxelles accommodait les facilités. Mais la PAC n'est plus.

Je suis le cochon breton et je me sens abandonné à mon triste sort. La grande distribution se fiche de produire maison et d'étiqueter traçable pourvu qu'elle tire les prix vers le bas. En hipster hypocondriaque, le consommateur surveille son taux de cholestérol tout en méprisant la charcuterie nationale, préférant hésiter entre boulgour, quinoa et légumes racines. Et je ne vous parle pas de ceux qui ont la religion à l'estomac, halal, casher ou vegan, et qui, pour la peine, veulent me passer par l'épée des repas de substitution.

Rosé comme un goret efféminé, parfois j'enivre les livrées noires de mes cousins du Sud. J'aimerais être un pata negra bouillonnant les glands dans une finca de Salamanque. Je me verrais bien en Basque à bérêt de la vallée des Aldudes. Ou alors en maquisard corse, brouteur de châtaignes. Ils bénéficient d'un régime de semi-liberté. J'ai préféré le confort automatisé des rendements élevés. Qui finiront par faire de moi une espèce en voie de disparition. ◀

A LA TELE CE SOIR

- TF1**
20h55. Person of interest. Série. Le moindre mal. Rencontre au sommet. À la vie, à la mort. **23h30. Chicago Police Department.** Série.
- FRANCE 2**
20h55. Cash investigation. Magazine. Produits chimiques : nos enfants en danger. **23h10. Infrarouge.** Documentaire.
- FRANCE 3**
20h55. Qui sème l'amour.... Téléfilm. Avec : Evelyne Buyle, Julie De Bona. **22h35. Grand Soir 3.** **23h10. Le divan de Marc-Olivier Fogiel.**
- CANAL +**
21h00. Football : Montpellier / Marseille. Sport. Ligue 1 - 23^e journée. **22h55. Jour de foot.** Magazine.
- ARTE**
20h55. Les défis de l'accueil. Documentaire. **22h30. Le business de l'urgence.**
- M6**
20h55. Insaisissables. Thriller. Avec : Jesse Eisenberg, Mark Ruffalo. **23h05. Les docs de l'info.** Magazine.
- FRANCE 4**
20h50. True lies. Aventure. Avec : Arnold Schwarzenegger, Jamie Lee Curtis. **23h05. Forces spéciales.** Film.
- FRANCE 5**
20h40. Enquête de santé. Magazine. Peut-on soigner les rhumatismes ? **22h20. C dans l'air.** Magazine.
- PARIS PREMIÈRE**
20h45. Jarhead - la fin de l'innocence. Comédie dramatique. Avec : Jake Gyllenhaal, Peter Sarsgaard. **23h00. Des hommes d'honneur.** Film.
- TMC**
21h00. 90' Enquêtes. Magazine. Palavas : les dessous de la plage la plus populaire de France. **22h00. 90' Enquêtes.** Magazine.
- W9**
20h55. La véritable histoire des stars des années 80. Documentaire. **22h55. Daniel Balavoine : vivre ou survivre.**
- NRJ12**
20h55. Les chemins de la dignité. Drame. Avec : Robert De Niro, Cuba Gooding Jr. **23h15. The fall.** Série.
- DB**
21h00. L'antidote. Comédie. Avec : Christian Clavier, Jacques Villeret. **23h05. De la chèvre au dîner de cons :** la folle histoire de François Pignon. Documentaire.
- NT1**
20h55. Revenge. Série. **23h30. Vampire diaries.** Série.
- D17**
20h50. Ary Abittan. À la folie. Spectacle. **22h15. Alone man show.** Spectacle.
- HD1**
20h50. Gambit arnaque à l'anglaise. Comédie. Avec : Colin Firth, Cameron Diaz. **22h30. Very bad trip 2.** Film.
- 6 TER**
20h55. La clinique de l'amour I. Comédie. Avec : Bruno Salomone, Artus De Penguern. **22h25. Ma petite entreprise.** Film.
- CHÉRIE 25**
20h55. War and destiny. Drame. Avec : Shirley MacLaine, Alex Plummer. **23h15. Il y a longtemps que je t'aime.** Film.
- NUMÉRO 23**
20h50. Jusqu'au bout du monde. Téléfilm. Avec : Claire Keim, Guillaume Cramoisan. **22h40. River Monsters.** Documentaire.
- LCP**
20h30. Droit de suite. Documentaire. La dette, une Spirale infernale ? **21h30. Débat - Dette publique :** comment les États peuvent-ils l'éponger ?



www.liberation.fr
 23, rue de Châteaudun
 75009 Paris
 tél. : 01 42 76 17 89

Édité par la SARL Libération
 SARL au capital de 15 560 250 €, 23, rue de Châteaudun 75009 Paris
 RCS Paris: 382.028.199
 Durée: 50 ans à compter du 3 juin 1991.

Associés: SA investissements Presse au capital de 18 098 355 € et Presse Media Participations SAS au capital de 2 532 €.

Cogérants
 Laurent Joffrin
 Marc Laufer
Directeur opérationnel
 Pierre Fraidenreich
Directeur de la publication et de la rédaction
 Laurent Joffrin
Directeur en charge des Editions
 Johan Hufmagel
Directeurs adjoints de la rédaction
 Stéphanie Aubert
 David Carzon
 Alexandra Schwartzbrod
Rédacteurs en chef
 Christophe Boulard (tech.), Sabrina Champenois (Next), Guillaume Launay (web).

Directeur artistique
 Alain Blaise
Rédacteurs en chef adjoints
 Michel Becquembourg (édition), Grégoire Biseau (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Jean Christophe Féraud (futurs), Elisabeth Franck-Dumas (culture), Didier Péron (culture), Marc Semo (monde), Sibylle Vincendon et Fabrice Drouzy (spéciaux).

Directeur administratif et financier
 Grégoire de Vaissière
Directrice Marketing et Développement
 Valérie Bruschini
Service commercial
 diffusion@liberation.fr

ABONNEMENTS
 sceabo@liberation.fr
 abonnements.liberation.fr
 tarif abonnement 1 an France métropolitaine: 391€
 tél. : 03 44 62 52 08

PUBLICITÉ
Directeur général de Libération Médias
 Jean-Michel Lopes
 tél. : 01 44 78 30 18
 Libération Médias, 23, rue de Châteaudun, 75009 Paris - tél. : 01 44 78 30 67

Team Médias
 25, avenue Michelet
 93405 Saint-Ouen cedex
 tél. : 01 40 10 53 04
 hpiat@teamedia.fr
 Petites annonces. Carnet

IMPRESSION
 Midi-Print (Gallargues) Pop (La Courneuve)

Imprimé en France
 Membre de OJD-Diffusion Contrôle. CPPP: 1115C 80064. ISSN 0335-1793.

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prenom.nom@liberation.fr

Libération est une publication du Groupe PMP
Directeur général
 Pierre Fraidenreich
Directrice Marketing et Développement
 Valérie Bruschini

SCREENSHOTS

Sceaux dans l'inconnu

Hasard du calendrier, France 5 diffuse un documentaire en deux parties sur le garde des Sceaux. Pas la garde des Sceaux - celle qui a feuilletonné sa démission comme d'autres écrivent pour *Plus belle la vie* - mais plutôt sur le rôle ingrat du ministre de la Justice. «Le ministère des tragédies humaines», tel que le qualifie Pierre Méhaugier. Parmi les anciens qui ont accepté de témoigner (Albin Chalandon, Jacques Toubon, Elisabeth Guigou, Christiane Taubira, Dominique Perben...), tous s'accordent sur la lourdeur de la charge. «Rien que le bâtiment de la place Vendôme rappelle la pérennité de l'action de justice, la hauteur de la mission dont on est chargé», explique Taubira. Tous partagent les mêmes écueils qu'ils ont pu rencontrer : le dossier des prisons impossible à résoudre, les bras de fer récurrents avec le ministère de l'Intérieur, les soupçons d'intervention de l'Etat dans les affaires judiciaires, la pression populaire... Autre clin d'œil à l'actualité, l'affrontement idéologique entre Robert Badinter et Gaston Defferre en 1982 sur la question des contrôles d'identité renforcés en pleine période d'attentats. A la fin, c'est le ministre de l'Intérieur qui avait gagné. Tout un symbole. **DAVID CARZON**

LA PAROLE EST AU GARDE DES SCEAUX
 1^{er} épisode en replay sur Pluzz, le 2^e sur France 5 le 7 février.

▮ SUDOKU 2955 MOYEN

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | | | 3 | 7 | 5 | 6 | | |
| 6 | 2 | | | | | 9 | 7 | |
| 5 | | | | 9 | | | | |
| 3 | 7 | 6 | 8 | | 5 | 9 | | 1 |
| 4 | | | | | 7 | | | |
| 1 | 7 | | | | | | | |
| 6 | 7 | | 2 | 8 | | | | |
| 8 | | | | | | | | 5 |
| | 2 | 5 | 7 | | | | 8 | 4 |

SUDOKU 2954 MOYEN

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|--|--|
| 1 | 2 | 3 | 7 | 2 | 8 | 9 | | |
| 2 | 3 | 4 | 1 | 9 | 7 | 3 | | |
| 9 | 7 | 4 | 3 | 6 | 1 | 2 | | |
| 8 | 2 | 7 | 5 | 6 | 2 | 9 | | |
| 2 | 1 | 7 | 9 | 3 | 4 | 4 | | |
| 6 | 1 | 2 | 3 | 9 | 2 | 5 | | |
| 4 | 1 | 9 | 2 | 7 | 5 | 8 | | |
| 3 | 7 | 3 | 4 | 1 | 9 | 6 | | |
| 6 | 2 | 3 | 4 | 1 | 9 | 7 | | |

▮ SUDOKU 2955 DIFFICILE

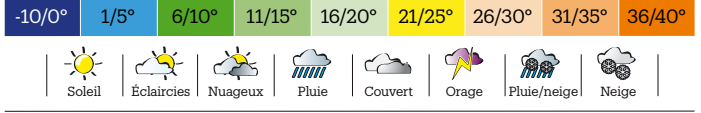
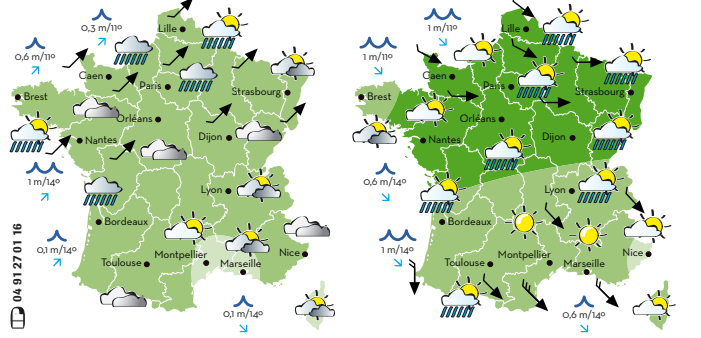
| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 7 | 5 | | | 2 | 8 | | |
| | | 1 | | | 5 | | | 7 |
| 9 | | | | | | | 2 | 5 |
| 3 | 6 | | | 8 | | | | |
| | | | 1 | | 3 | | | |
| | | | | | 4 | | | 3 |
| 7 | 2 | | | | | | | 8 |
| 1 | | | 8 | | | 3 | | |
| | | | | | | | 9 | 5 |

MARDI 2

Il pleut de la Bretagne en remontant vers la frontière belge, avec des précipitations plus rares et souvent faibles de l'Aquitaine à la Bourgogne. Soleil voilé dans les Pyrénées. **L'APRÈS-MIDI** Les pluies se décalent entre les Pays de la Loire et les Ardennes. Éclaircies près de la Manche, tandis que le ciel reste maussade du sud-ouest au nord-est ou entre la Côte d'Azur et la Provence.

MERCREDI 3

Baisse généralisée des températures, avec pluies et neige à basse altitude des Pyrénées aux frontières de l'est, et des averses au nord. **L'APRÈS-MIDI** Des averses circulent un peu partout, occasionnant de nouvelles épaisseurs de neige en montagne, en particulier dans les Alpes du Nord où les précipitations sont plus fréquentes.



Agitée, Peu agitée, Calme, Fort, Modéré, Faible. www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 12 jours

| | MIN | MAX | FRANCE | MIN | MAX | MONDE | MIN | MAX |
|------------|-----|-----|-------------|-----|-----|-----------|-----|-----|
| FRANCE | 5 | 11 | Dijon | 9 | 13 | Alger | 12 | 20 |
| Caen | 6 | 11 | Lyon | 8 | 13 | Bruxelles | 7 | 10 |
| Brest | 7 | 12 | Bordeaux | 12 | 14 | Jérusalem | 7 | 13 |
| Nantes | 8 | 12 | Ajaccio | 11 | 16 | Londres | 5 | 8 |
| Paris | 7 | 12 | Toulouse | 10 | 13 | Berlin | 6 | 10 |
| Nice | 12 | 15 | Montpellier | 8 | 18 | Madrid | 6 | 18 |
| Strasbourg | 8 | 13 | Marseille | 11 | 16 | New York | -1 | 6 |

ON S'EN GRILLE UNE?

Par GAËTAN GORON

| | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| I | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT
 I. Na jamais donné la vie
 II. Il est blanc et ver et mis en selles ; En déjeunant
 III. Six points avec trois traits au centre ; Prises en compte
 IV. Pour loger les ouvriers du rail et leur matériel
 V. Le 126° est à Brive ; Cardinal français, il a présidé deux conclaves la même année
 VI. Chaîne; Avec une tête d'œuf
 VII. Vice du consentement dans un contrat ; Le mot qui soulage le candidat
 VIII. Tiques
 IX. Il voit revenir dix copains; Réfutée
 X. Arrive plus tard
 XI. Cours au lycée ; Peu agréables en bouche

Grille n°209

VERTICALEMENT

1. Rien de prédisait qu'il serait médecin du roi Charles IX 2. Telle l'implantation d'un couple qui s'installe près des parents de madame
 3. Détruisit des cellules ; Promesses de récolte 4. Il reste à l'approuver ; Plante aux fleurs jaunes ; Le lieu de la colère 5. Railail ; Divine source de chaleur 6. Demi vieux ; Un gros camion ; Tissu 7. Victime de mensonges
 8. Précieux compagnon de route 9. Sortis ; Lentille

Solutions de la grille d'hier
Horizontalement I. BRÉGANÇON. II. REPÈRE. III. UTILEMENT. IV. SOC. NOUER. V. QUÊTE. SCI. VI. URNE. BÉRU. VII. ENTAMA. OM. VIII. MERS. SUS. IX. ÉREINTÉES. X. NA. NIOLES. XI. TSGIANES.
Verticalement I. BRUSQUEMENT. 2. RETOURNERAS. 3. ÉPICENTRE. 4. GEL. TEASING. 5. ARÈNE. NIA. 6. NEMO. BASTON. 7. CRÈUSE. UELE. 8. NÉCROSÉES. 9. NATRIUM. SS.

DIIV, condensé de tensions

Rock Après un premier disque remarqué en 2012 et quatre ans de défonce, Zachary Cole Smith refait surface avec «Is the Is Are», entêtant double album à la pop nerveuse et aux textes rédempteurs.

Par
ELVIRE VON BARDELEBEN

La disposition d'esprit d'un artiste, rencontré au milieu d'un tunnel de promo, est imprévisible. Surtout quand s'ajoute aux aléas usuels (humeur, lieu, fatigue, quel journaliste l'a cuisiné avant, combien il en reste après...) la question de la drogue, qui a quand même failli coûter la vie à l'intéressé. La rencontre avec Zachary Cole Smith, lors de son passage à Paris pour promouvoir l'excellent deuxième album de son groupe DIIV, était teintée d'une double appréhension, concernant la capacité du chanteur à être net et son envie de relater son épopée camée. Nul besoin de le pousser. A la première question sur les 300 titres qu'il a composés pour ce disque, il y vient tout seul, au milieu d'une longue et sinueuse réponse: «C'est difficile d'être créatif quand on prend de la drogue. J'étais si mal que la seule façon de m'en sortir, c'était d'écrire. C'était une question de vie ou de mort, littéralement.» Zachary Cole Smith s'exprime en fixant la table devant laquelle il est assis, s'écorche la peau autour des ongles,

quand il n'occupe pas ses mains délicates à plier et déplier un vieux papier. Aux doigts et aux poignets, il arbore une quincaillerie pas très cohérente, à l'image de son allure à mi-chemin entre le clochard et le créatif de Brooklyn, avec un pull beaucoup trop vaste, un pantalon à motif tribal et un bonnet ratatiné sur la tête comme une capote usagée. A 31 ans, même si son visage préraphaélite est déjà usé, il demeure très beau.

«MISE EN GARDE»

Is the Is Are est le récit détaillé de sa descente aux enfers. Dix-sept chansons à l'équilibre parfait entre une tension permanente et une tonicité galvanisante, shoegaze (sous) speed ponctué de respirations dreampop, où la basse distille l'angoisse, la guitare cristalline

RENCONTRE

emporte la chanson, la rythmique suit, fluide. Certains passages rappellent Sonic Youth (époque *Go*), que l'on aurait débarrassé de ses épines, d'autres Deerhunter, dans une version plus ramassée et percutante. Les paroles, audibles, ancrent les chansons en tête, reviennent hanter le cerveau une fois l'écoute terminée. «*Mes tympans*

*tremblent et les années commencent à me peser, enterré dans un sommeil d'héroïne et flottant toujours plus profond», fredonne Smith sur Dopamine, premier single solaire et aérien sorti en septembre, qui a fort bien joué son rôle de teaser, remettant au centre de l'attention un groupe dont le dernier album datait de 2012. «J'ai confiance dans ce disque, il est très cohérent. Il n'y a pas un titre qui ne soit un potentiel single», estime à raison Zachary Cole Smith. *Is the Is Are* est un double album ambiteux où «les chansons, 100% vraies, parlent de tout ce qui s'est passé». Il s'agit donc de drogue, du début à la fin, «du moment où tu les prends jusqu'à la chute. On les associe au rock'n'roll, à Kurt Cobain, à un truc glamour, cool. C'est tout le contraire. C'est pathétique, triste. Je peux être une mise en garde pour les gamins qui veulent essayer.»*

«COUP DE CHANCE»

Zachary Cole Smith a été un garçon paumé, et l'est sans doute toujours, malgré son discours et la réussite de son disque. Toujours aimé par New York, ville où il est né et à laquelle sa musique est intimement liée, il a grandi dans le Connecticut avec sa mère, a brièvement fréquenté une fac du Massachusetts, a tenté sans succès San Francisco auprès de son père, musicien dans un groupe de metal des années 80, puis est rentré à New York en 2007, où il dealait de la weed pour joindre les deux bouts. Un peu par hasard, il a fini par jouer dans des groupes, en tant que bassiste, puis batteur, même s'il n'avait appris que la guitare. Il a rejoint Beach Fossils, formation pop indé emblématique de la scène DIY de Brooklyn. En même temps, il a commencé à écrire pour son compte. Entouré de trois musiciens, Zachary Cole Smith fonde DIIV, qui se fait connaître en enchaînant les concerts à New York, où ils obtiennent un certain succès, conforme au goût de l'époque pour les rockeurs dilettantes que l'usage de substances porte

naturellement vers l'esthétique psyché. Leur premier album est signé sur Captured Tracks (le même label que Beach Fossils, mais aussi Mac DeMarco, Wild Nothing...) et s'attire les bonnes grâces des critiques, du *NME* à Pitchfork. *Oshin* porte, en creux, les mêmes qualités que *Is the Is Are*, mais le résultat est beaucoup plus dilué, les chansons sont noyées dans le vague. Zachary Cole Smith parle d'un «coup de chance», d'une «explosion d'inspiration. Tu lances un groupe parce que ça brûle en toi. Passé le premier album, tu es devenu musicien, c'est ton métier. Il faut trouver quoi dire, créer un objet de plus en plus complexe. Paradoxalement, je me sens presque chanceux d'avoir fait ces expériences... Ça fait un meilleur disque», philosophe le chanteur en étalant du bout des doigts les traces que son verre de whisky a laissées sur la table. Quatre ans se sont écoulés entre ces deux albums, le temps de toucher le fond et de remonter lentement à la surface. Aujourd'hui, Zachary Cole Smith dit avoir arrêté les drogues, qu'il a commencées lors de son bref séjour à la fac puis consommé sans limite, curieux de toutes les essayer, en fréquentant le milieu des créatifs new-yorkais. «Le pire dans la vie, c'est de n'avoir rien à faire. Avoir un but, c'est voir la lumière au bout du tunnel», se souvient celui qui, à l'époque, n'arrivait plus à écrire une chanson. En septembre 2013, il est arrêté au volant de son véhicule alors qu'il se rend à un festival avec sa petite amie, la chanteuse Sky Ferreira, dont la pop eighties est capable de réconcilier indie et mainstream.

«Je voulais que ce disque soit très humain, pour créer une empathie chez les auditeurs. On s'acharne plus facilement sur les gens dont on ne perçoit rien. Sur Twitter, quand tu réponds aux critiques, les gens se calment.»

CULTURE/



Zachary Cole Smith a écrit près de 300 titres pour n'en garder que 17 sur *Is the Is Are*.

PHOTO ZACHARY CHICK

Il a de l'héroïne sur lui, elle de l'ecstasy (elle sera par la suite entièrement blanchie). Leurs photos d'identité en uniforme orange prises par les flics font le tour du Web, la presse les présente volontiers comme le couple de losers camés, pâles copies de Kurt Cobain et Courtney Love aux carrières brisées avant même d'avoir vraiment brillé. Zachary Cole Smith part en cure de désintox - Sky Ferreira lui ayant ordonné de choisir entre la drogue et elle, qui vient par sa faute de perdre plusieurs contrats de mannequinat et commence d'un mauvais pied la promo de son propre album.

«PRESSION IMMENSE»

Zachary Cole Smith égrène les souvenirs qui remontent à cette douloureuse période. «*Je n'étais plus capable d'écrire après avoir été arrêté. Mais je n'avais pas le choix. C'était le seul moyen de m'en sortir. La pression était immense. Chaque jour, je doutais de moi, je n'avais aucune confiance en mon corps. Tout ce que je pouvais faire, c'était travailler aussi dur que possible.*» Le corollaire de cette mise à l'épreuve chrétienne est la rédemption, et le chanteur se sent «*presque ressuscité.*» Il est fier de son album, certain de sa valeur, mais s'inquiète quand même de ce que vont en penser le public, les haters, les spécialistes. Il «*n'aime pas être critiqué.*» «*Je voulais que ce disque soit très humain, pour créer une empathie chez les auditeurs. On s'acharne plus facilement sur les gens dont on ne perçoit rien. Sur Twitter, quand tu réponds aux critiques, que les gens te voient, ils se calment.*» Après s'être mis à nu sur son disque, Zachary Cole Smith est donc prêt à partir en croisade pour le défendre: «*Tout ce que je voulais à l'époque où j'étais en train de sombrer, c'était d'être là, en face de journalistes, en train de parler de l'album au lieu de déprimer dans ma chambre.*» ◆

DIIV IS THE IS ARE
(Captured Tracks). Sortie le 5 février.

SUR LIBÉRATION.FR

Du genre classique Chaque mercredi sur notre site, la chronique «Du genre classique» relate l'actualité choisie de la grande musique à coup de petites formes. Cette semaine, le violoniste David Grimal évoque les dix ans de l'ensemble Dissonances, remarquable par son absence de chef. Et Henri Dutilleul est accommodé en bio par Pierre Gervasoni, mais aussi en disque avec l'étonnant *Miroirs* du pianiste Jonas Vitaud qui associe-oppose le compositeur mort l'an dernier à Liszt. Rien que ça.

CULTURE/

MUSIQUES

REMÈDE

Get Well Soon, douce piqûre de rappel

Poursuivant sa petite entreprise en solitaire, l'Allemand Konstantin Gropper sort «Love», quatrième album ciselé de pop romantique.

Par
GILLES RENAULT

Konstantin Gropper va bien. Non qu'on l'ait connu patraque, mais, le cap de la trentaine franchi, le musicien allemand paraît fort serein, à l'heure d'un quatrième album aussi fraîchement éclos que platoniquement (ou platement?) baptisé *Love*. Du reste, cela s'entend jusque dans le nom/écran de vrai/faux groupe à travers lequel il a un jour décidé de tenter sa chance, *Get Well Soon*. Bon rétablissement. Ce qui fut dit fut fait dès 2008 où, venu d'un pays en direction duquel on ne tend qu'occasionnellement l'oreille, nous parvient, telle une ordonnance, le liminaire *Rest Now*, *Weary Head! You Will Get Well Soon*. «Je vous assure que je n'avais jamais imaginé vivre de ma musique, jusqu'au moment où, à ma propre surprise, j'ai acquis ce statut professionnel dont je mesure encore aujourd'hui la chance», concède celui qui, passé par des études de littérature et de philosophie, s'était plus ou moins résigné à suivre la filière enseignante.

Palette sonore. Mais une petite dizaine d'années ont passé et l'on a fini par ressentir les symptômes d'une langoureuse addiction à la pop figuolée de ce cousin germain de Neil Hannon ou d'Ola Fløttum, autres artisans accaparés dans l'arrière-boutique de leurs enseignes – respectivement The Divine Comedy et The White Birch. Ainsi, plus qu'une passade, *Get Well Soon* fait dorénavant partie du paysage, avec les pleins et déliés de sa palette sonore dévolue aux cimes escarpées, vallons ombragés et autres trouées lumineuses dans des cieux orageux.

Quiconque ayant déjà commercé avec l'individu a dû constater qu'il fait prévaloir une bonne éducation dénuée d'ostentation. Konstantin Gropper est originaire de Biberach, un gros bourg du Bade-Wurtemberg, principalement connu pour avoir été la patrie de Christoph



Originaire de Biberach, dans le Bade-Wurtemberg, Konstantin Gropper est désormais installé à Mannheim. PHOTO DR

Martin Wieland, auteur du XVIII^e réputé (du moins dans son pays d'origine), nous résume sa longue fiche Wikipédia, pour avoir «associé les sens à la raison, et l'esprit au sentiment»...

Grandi sous l'influence d'un père prof de musique qui, dès l'âge de 5 ans, le familiarise au violoncelle, le hobereau loue encore aujourd'hui les bienfaits agrestes d'une vie au(x) grand(s) air(s) qui préviendrait les écarts de conduite, tout en stimulant une créativité aux inflexions mélancolico-romantiques assumées de bonne grâce.

Feuille de route. Passé six mois par Dublin et revenu de Berlin la tentatrice («une ville qui offre trop de distractions et surtout pas mal de conneries»), le jeune homme est pour ainsi dire reparti à la case départ du Bade-Wurtemberg, puisque c'est dans la si peu funky Mannheim qu'il assure aujourd'hui trou-

ver l'accomplissement. «A vrai dire, rien n'a notablement changé depuis mes débuts», développe Gropper. *Il me faut juste une pièce tranquille, depuis laquelle j'organise mon emploi du temps de manière méthodique. Je n'ai aucun problème à mettre l'activité artistique sur le même plan qu'un travail de bureau régi par des horaires fixes. Je m'estime d'ailleurs plus productif le matin, contrairement au soir, sinon parfois pour trouver des paroles, après avoir bu un peu de whisky.*

Ciseleur hors pair, l'autoentrepreneur «rationnel» suit alors sa feuille de route, en refusant de confier à qui que ce soit les rênes du carrosse *Get Well Soon*: il compose, écrit, produit, arrange tout absolument seul, ne se résolvant à solliciter quelques prestataires, en studio et sur scène, qu'«au moment où il est trop tard pour changer quoi que ce soit». «En d'autres circonstances, je n'éprouve aucune difficulté à colla-

borer avec autrui [cf. entre autres un concert avec l'Orchestre national d'Île-de-France, au festival Rock en Seine, fin août 2012, ndr], juge-t-il nécessaire de préciser, tant que cela n'interfère pas avec ce projet que j'ai décidé une bonne fois pour toutes de porter seul.»

Mélomane. Plutôt «asocial» en période de gestation, le jeune papa veille à se fixer des limites, ne serait-ce que pour ne pas trop faire souffrir son entourage. «Aussi impatient à l'idée de débiter la confection d'un nouveau disque qu'à celle de mettre un terme au processus», il a ainsi consacré trois à quatre mois à ce *Love* qui confine par endroits (*It's a Catalogue*, *It's Love*, *Marienbad...*) à une félicité pop assumant cet héritage mélodique (Supertramp, Prefab Sprout...) qui naguère éveillait la défiance chez le mélomane passé d'un environnement familial classique au punk réfractaire.

Plus focalisé, de son aveu même, sur la texture des chansons que sur leur enjolivement, l'Amour selon Gropper cultive cependant l'ambivalence, à la jointure de l'épanouissement et du trac, de l'espoir et de la déception.

A cet égard, le clip du premier extrait, *It's Love*, vaut son pesant de malaise: construit comme un court métrage, il relate la cohabitation entre un type d'âge mur et une Natasha Kampusch-bis séquestrée dans le sous-sol de sa maison. «L'idée ne vient pas de moi», semble se défaire Konstantin Gropper, avant d'ajouter: «Mais je dois admettre que j'ai été troublé en découvrant à quel point l'histoire collait bien aux paroles.»

GET WELL SOON
LOVE (Caroline).

En concert le 14 avril à la Gaité lyrique, 3 bis, rue Papin, 75003. Rens.: gaite-lyrique.net

À VOTRE
BON CŒUR



Hip-hop Pour le compte d'un projet au nom de code Amal («espoir» en arabe), des producteurs de rap français, c'est-à-dire les artistes créant les instrumentaux sur lesquels des rappeurs sont amenés à poser, se sont emparés de la cause douloureuse de la guerre civile en Sy-

rie. Mutant Ninja, label codirigé par Liquid, d'origine syrienne, invite ici 21 producteurs à créer autant de morceaux, inédits, «habillés par des voix, des chants et des ambiances de marché enregistrés» à Damas en 2005. Et comme les noms connus (2Osy!, Al Tarba, James

Delleck, Nikkfurie) ou reconnus (Tcheep, Oster Lapwass, Guts...) au générique de la compilation le laissent supposer, la partition finale se révèle cohérente et de qualité. L'ensemble des fonds ainsi glanés seront redistribués à l'association A Syrian Dream. **D.Do.** PHOTO DR

BOURDON

Roly Porter, drones en orbite

Dans «Third Law», son troisième album, le producteur tisse les sons d'un univers sombre et stellaire.

Maison new-yorkaise de qualité depuis 2010, fondée par l'ex-critique Robin Carolan, le label Tri Angle Records a édifié une cathédrale fortement réverbérée de nuances nobles de noir (post-pop, post-hip-hop, post-dubstep, etc.), sur l'idéale première pierre qu'était la compilation *Let Me Shine for You* : un recueil de reprises de chansons de la trash baby Lindsay Lohan, exécutées par la crème de l'électronique contemporaine la plus hantée. Devenu depuis une vitrine très en vue d'expériences spectrales ou bruitistes pop-compatibles, où Kanye West, FKA Twigs et surtout Björk n'ont pas manqué de faire leur marché de sensations lugubres à la pointe, le label n'a eu de cesse d'aiguiser depuis les contours de sa cohérence de catalogue. Au risque de développer ainsi, autour de ses plus éminentes têtes de gondole (Clams Casino, The Haxan Cloak, Holy Other, Balam Acab, Evian Christ...), son propre académisme maison. Un esprit de chapelle charpenté tantôt de déluges de scritch métalliques au nappage de chœurs purs, de glouglous embrumés balayés à lointains airs mélodieux, ou de vrombissants bourdons qui percent soudain quelque écho ligetien pour cogner au bas-ventre sans sommation.

Cet horizon de surplage, d'écriture automatique – ou d'affadissement à force de jongler avec le même magma de formes et motifs que ses compères – peut d'abord paraître guetter le troisième album du Britannique Roly Porter, façonneur de drones aux compositions toujours rivées à un imaginaire stellaire – mettre en sons diversement aguicheurs à l'oreille le chant d'une étoile mourante ou la crise de hoquets d'un trou noir, voilà en quelque sorte sa grande affaire. Par-delà la brillance plastique des huit tableaux cosmiques qui le composent, enchevêtrement de cordes d'outre-tombe et de vacarmes primaires, *Third Law* démontre néanmoins de remarquables ressources. Ordonnanceur souverain de la dynamique de sa narration aux accents de science-fiction, Roly Porter n'y sasse jamais tout à fait les riches textures dont il jongle d'une miniature de requiem à l'autre, pour mieux y mûrir un sens très sûr de l'épiphanie, simple et paré d'évidence comme le tardif surgissement au milieu du tumulte d'une voix claire.

JULIEN GESTER

ROLY PORTER
THIRD LAW (Tri Angle Records).



Mariée au guitariste Victor Herrero, Josephine Foster se dit passeuse de poésie. DR

SÉRÉNADE

Josephine Foster, la grande sereine

La chanteuse américaine revisite avec grâce des titres de son répertoire folk.

Par
**CHARLINE
LECARPENTIER**

L'Américaine Josephine Foster rossignole, voix perchée sur les accords boisés de son mari, le guitariste espagnol Victor Herrero. Ode à la sérénité, son dernier album, *No Lamps in the Morning*, adoucit les angles au croisement d'une folk des origines et d'un chant lyrique dépourvu de rigueur. C'est cette économie de la justesse qui rend chaque chanson si intime et

vibrante, puis permet même de planer à côté de cette Mary Poppins bohème chantonnant d'un air distrait.

Algue bleue. Presque trop naturelle pour être vraie, cette folkuse de l'étrange semble détenir toute la sagesse de l'humanité, y compris le souvenir d'avoir été une algue bleue il y a plus de trois milliards d'années. Son expressivité d'une intense pureté ferait briller le monde comme un son neuf, courbé, sublimé par la dissonance des cordes pincées.

Plutôt qu'un fado, le chant de Josephine Foster, repéré il y a une dizaine d'années par Devendra Banhart, évoque toujours autant un lied relâché. Au début de sa carrière, elle avait espéré devenir chanteuse d'opéra. Sans suite – elle aura toutefois donné sa version habitée de chants allemands sur des textes romantiques du XIX^e siècle sur l'album *A Wolf in Sheep's Clothing*. Les mots, quand ils ne sont pas les siens, sont empruntés aux poèmes de maîtres : elle capture les fleurs bleues de Rudyard Kipling et la colombe de James Joyce pour les mettre en harmonie. Comme sur ses précédents albums – le dernier, *I'm a*

Dreamer, était sorti en 2013 –, Josephine Foster et son époux se sont alliés avec un savant instinct de passeurs de poésie. L'une de leurs récentes tournées les avait d'ailleurs conduits sur les routes pour donner un soufflé nouveau aux textes de Federico García Lorca.

Cri du cœur. Mais plutôt que de reprendre comme ils ont pu le faire dans le passé des chansons traditionnelles, pour ce nouveau projet, ils ont picoré dans le répertoire déjà bien fourni de l'Américaine, dont les admirateurs peuvent déjà collectionner une quinzaine d'albums. Les morceaux choisis sont revisités sur sa guitare aux cordes de nylon et à la guitare portugaise, deux titres laissent place au violoncelle. Puisque ces titres ont connu une vie antérieure, si l'on se prête au jeu de l'avant-après, on se réjouit que trois ans après sa sortie, *Magenta* renaisse avec une voix nue, délestée de la guitare fringuante et du piano empressé des débuts. Le genre de titre à conserver au musée de l'Homme comme un échantillon d'un cri du cœur de l'espèce humaine.

Moins proche d'un folklore américain marqué par le temps que d'une fascination de la nature par des artistes de tout temps et tous lieux, Josephine Foster charme et émerveille avec cet instrument vibrant qu'est sa voix, à laquelle les guitares offrent un sublime écho qui ricoche en douceur sur l'auditeur. ◆

JOSEPHINE FOSTER
NO MORE LAMPS
IN THE MORNING
(Fire Records). Sortie le 5 février. En concert le 20 mars au festival Hibernarock, à Laroquebrou (15), le 24 mars au musée des Abattoirs, à Toulouse (31).

Paris MÔMES

MERCREDI 3 FÉVRIER AVEC LIBÉRATION

Paris MÔMES

Ne manquez pas le numéro de février-mars et retrouvez le meilleur de l'actualité culturelle pour les 0-12 ans.

Libé



Floue artistique

Nathalie Baye Mère complexe dans le film «Préjudice», l'actrice se révèle empathique, dyslexique et agréablement décalée à la ville.

Parfois, on voudrait de la ligne claire et des révélations bleu cobalt. Et puis, on se surprend à trouver du charme à l'aquarelle, aux liserés brouillés et aux identités en retrait.

1982. Clap de fin sur *la Passante du Sans-Souci*. Nathalie Baye se retrouve attablée avec l'équipe du tournage. Romy Schneider vit là ses derniers instants de cinéma. Toquée de chagrin (son fils David est mort l'été précédent), épuisée, la star joue les pythies attentionnées : «*Toi, tu es une vraie. Il faut que tu apprennes à te protéger.*» Le conseil flotte un temps en bouteille à la mer. L'idylle avec Johnny H., idole nationale à la discrétion modérée, va se charger de le délivrer. Car il y a foule à l'œilillon de ces amours improbables. Baye se cuirasse, puis craque, et épouse l'ombre. Laura, la fille qu'elle a eue avec le rockeur, ne grandira pas dans *Match*. Même si, adulte, son métier finira par l'exposer aux feux des projecteurs.

«*C'est en voyant travailler un acteur qu'on le rencontre*», propose d'emblée la comédienne qu'on rejoint à la Rotonde. Malheureusement, *Préjudice*, le premier long métrage du Belge Antoine Cuypers, s'est fait sans nous. Elle y campe une mère fatiguée et ambiguë, perturbée par les agissements de son fils

psychotique. Sans l'anamorphose du grand écran, sur le ve-lours rouge de la banquette, Baye a des airs de tout petit écu-reuil. Lunettes sages, mèches châtain doux, cashmere en pare-balles, elle ne se découvre pas d'un fil. Comme la fille d'avril qu'elle n'est pas... Elle est revenue habiter dans le Montpar-nasse de son enfance. Attirés par le souffle libertaire et bohème de l'endroit, ses parents, peintres, se ren-contrent là. Le couple se forme autour de l'art, des amis, de l'humour. L'insouciance est plus intellec-tuelle que matérielle, même si la famille a des racines bourgeoises. A la maison, ça s'engueule souvent et ça rit presque autant. Ça déménage dans tous les sens du terme. «*J'ai dû me cons-truire dans la déconstruction de mes parents. Ils étaient drôles mais en souffrance. En perpétuelle crise d'adolescence.*»

Baye est mauvaise élève. Dans son esprit, il y a des lettres per-verses, les «b» et leur bedaine à bretelles, les «d» au derrière dodu, les «q» et les «p» qui ne font pouffer personne. De la con-fusion à foison. Elle se revoit une année en septembre, accom-pagnée de son père, faire sa rentrée deux ou trois jours après les autres et pas à la bonne heure. Elle aurait pu sombrer dans les sables émouvants de la désorganisation, elle s'est parfaite-

ment structurée. Même si la dyslexie et une logique différente l'empêchent toujours de fixer dates et noms. Scrutant l'écran de son smartphone à la recherche d'un patronyme, la quadru-ple césarisée avoue en souriant qu'elle ne sait même pas com-ment elle a pu faire carrière avec des repères si enfumés...

Empathique. En 2016, il faut de la rapidité, du cinglant. Du discours en 140 signes. Aux onomatopées des buzz et des clics, Baye préfère le son de la radio et la lecture dans sa maison de campagne. Flaubert, Camus, Philippe Jaeneda et son récit d'un gentleman braqueur en cavale. Tout juste se désolé-t-elle de ne pas savoir intervenir sur Wikipédia pour étrangler cette stu-pide info de liaison avec l'acteur Jean-Yves Berteloot. «*Je ne suis pas une tueuse, c'est sûr. Je ne vais pas me composer un per-sonnage dans la vie, j'ai tout ce qu'il faut sur les plateaux.*» A la ville, elle aime les fantasques cultivés, les voyous attachants, les personnages à secrets. Pense que le désir fait vivre. Surtout les acteurs qui ne travaillent que par et pour le regard de l'autre. Sans appétence aucune pour les tartines de fiel, elle cerne, néanmoins, quelques amertumes. *L'Homo politicus* la fatigue.

Seul Borloo, un très proche, trouve grâce à ses yeux. L'ex-UDI a eu le courage de se dé-tourner des intrigues carrié-ristes pour aller électrifier l'Afrique. Admiration.

Sinon, elle dénonce la jalo-usie et l'envie, ces fossroyeuses de confiance. Elle dit : «*Mon père m'a fait un seul compli-ment, ma mère jamais !*» Alors, même après quarante-quatre ans de carrière et plus de 100 films, la propension à la discrétion demeure. Le réalisateur Xavier Beauvois : «*Jamais elle ne laisse paraître ses problèmes. Pendant le Pe-tit Lieutenant, on a tourné*

■ 6 juillet 1948

Naissance à Mainneville (Eure).

■ 1983

César de la meilleure actrice dans *la Balance* (Bob Swaim).

■ 15 novembre 1983

Naissance de Laura.

■ 2006 César de la meilleure actrice dans *le Petit Lieutenant* (Xavier Beauvois).

■ 3 février 2016

Préjudice (Antoine Cuypers).

des scènes dans l'hôpital où son père était en réanimation. Le personnel médical pensait qu'elle s'était trompée d'étage.»

Rigoureuse. Les pros surlignent sa sensibilité et sa capacité de réflexion. Beauvois : «*J'ai souvent fait des modifications grâce à ses remarques. Elle est très psychologue, très fine dans ses jugements.*» Romain Delange, réalisateur du court métrage *Je voulais vous dire*, confirme : «*Je pense qu'elle a des antennes invisibles, alors quand elle bute, ça veut dire que ce n'est pas bon.*» Les séances de lecture peuvent bien se lézarder d'éclats de rire, sur les plateaux, c'est rigueur et humilité, en écho à une adolescence un brin stakhanoviste. Retour sur image. A 14 ans, Baye intègre, à Monaco, les cours de danse de la Russe Marika Besobrasova, tamponne au talc humiliations et cors aux pieds. La seule plainte tolérée émane des parquets cirés, mais l'abnégation vaut toujours mieux que les dissertations. A 17 ans, elle part perfectionner ses entrechats à New York. La suite paraît légère, sautillante. Découverte du théâtre et du sentiment d'adéquation au cours Simon, Conservatoire et cinéma. Si quelques tutus moussus traînent dans les pla-cards de sa mémoire, l'actrice n'est pas nostalgique de sa pé-riode classique, et c'est à la gym qu'elle se rend désormais. «*En cours collectif, pas avec un coach privé*», précise-t-elle.

Curieuse. Baye fonctionne depuis toujours au coup de cœur et à l'instinct. Facile sans doute de prôner l'ouverture quand tous les voyants sont au vert, quand on peut panacher son panier, piquer dans le cinéma d'auteur, jouer les battantes ou les cabossées. Reste qu'à 67 ans, quand d'autres ressortent des dérivés de leurs rejets la mine flapie, elle parle curiosité et introspection. «*Il n'y a rien de pire que les certitudes, c'est une*

forme de folie.» Et quand elle évoque les filles et leur violence intérieure, on comprend à demi-mot la résonance du terme folie. Ceux qui la connaissent di-sent son positivisme doux comme son amour des dé-fis.

Qu'il s'agisse de collaborer avec un artiste débutant, de s'impliquer dans la préservation des grands singes ou de cuisiner du poisson pour un homme que même le bar débecte. Si-non, on aurait bien creusé son côté professeur Tournesol. Car dans son monde un peu bancroche, il y a des «*ferry*», qui croi-sent sur le Léman, des avions qu'on force à atterrir pour cause de claustrophobie et des portes d'immeuble, qui résistent. Nor-mal, quand on confond son digicode avec le sésame de sa carte bancaire. ◀

Par **NATHALIE ROULLER**
Photo **JÉRÔME BONNET**